



HAL
open science

Les Français, le bonheur et l'argent

Yann Algan, Elizabeth Beasley, Claudia Senik

► **To cite this version:**

Yann Algan, Elizabeth Beasley, Claudia Senik. Les Français, le bonheur et l'argent. CEPREMAP. Éditions Rue d'Ulm, pp.74, 2018, 9782728805938. hal-03946962

HAL Id: hal-03946962

<https://sciencespo.hal.science/hal-03946962>

Submitted on 19 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



LES FRANÇAIS, LE BONHEUR ET L'ARGENT

YANN ALGAN, ELIZABETH BEASLEY
ET CLAUDIA SENIK

LES FRANÇAIS, LE BONHEUR ET L'ARGENT

collection du
CEPREMAP
CENTRE POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE ET SES APPLICATIONS

LES FRANÇAIS, LE BONHEUR ET L'ARGENT

**YANN ALGAN, ELIZABETH BEASLEY
ET CLAUDIA SENIK**

AVEC LA CONTRIBUTION
D'AMORY GETHIN, THANASAK JENMANA ET MATHIEU PERONA

ÉDITIONS NSRU ED'ULM

Nous appliquons dans ce livre la plupart des rectifications orthographiques de la dernière réforme de l'Académie (JO du 6 décembre 1990).

© Éditions Rue d'Ulm/Presses de l'École normale supérieure, 2018
45, rue d'Ulm – 75230 Paris cedex 05
www.pressens.fr
ISBN 978-2-7288-0593-8
ISSN 1951-7637

Le Cepremap est, depuis le 1^{er} janvier 2005, le Centre Pour la Recherche EconoMique et ses APplications. Il est placé sous la tutelle du ministère de la Recherche. La mission prévue dans ses statuts est d'*assurer une interface entre le monde académique et les décideurs publics et privés.*

Ses priorités sont définies en collaboration avec ses partenaires institutionnels : la Banque de France, le CNRS, France Stratégie, la direction générale du Trésor et de la Politique économique, l'École normale supérieure, l'INSEE, l'Agence française du développement, le Conseil d'analyse économique, le ministère chargé du Travail (DARES), le ministère chargé de l'Environnement, de l'énergie et de la mer, le ministère chargé de la Santé (DREES) et la direction de la recherche du ministère de la Recherche.

Les activités du Cepremap sont réparties en *cinq programmes scientifiques* coordonnés par sa direction : Politique macroéconomique en économie ouverte ; Travail et emploi ; Économie publique et redistribution ; Marchés, firmes et politique de la concurrence ; Commerce international et développement.

Chaque programme est animé par un comité de pilotage constitué de trois chercheurs reconnus. Participent à ces programmes une centaine de chercheurs, cooptés par les animateurs des programmes de recherche, notamment au sein de l'École d'économie de Paris.

La coordination de l'ensemble des programmes est assurée par *Claudia Senik*. Les priorités des programmes sont définies pour deux ans.

L'affichage sur Internet des documents de travail réalisés par les chercheurs dans le cadre de leur collaboration au sein du Cepremap tout comme cette série d'opuscules visent à rendre accessible à tous une question de politique économique.

Daniel COHEN
Directeur du Cepremap

Introduction	11
1. Une vision pessimiste du monde à venir	15
<i>L'exception du mal-être français</i>	15
<i>Malheur public/Bonheur privé</i>	18
<i>Montée du stress économique</i>	19
<i>La nostalgie du passé</i>	21
<i>Défiance et mal-être</i>	24
<i>Le rôle de l'argent en France</i>	29
<i>Malheur public, bonheur privé et importance de l'argent</i>	34
2. Du mal-être au vote extrême :	
le choc des années 2000	41
<i>Mal-être et vote extrême</i>	41
<i>Divergence de bien-être entre extrême gauche et extrême droite</i> .	44
<i>L'effet pur du pessimisme sur le vote</i>	49
3. Présidentielle 2017 : un choc d'optimisme ?	53
<i>Un effet durable au-delà des élections ?</i>	58
Conclusion	63
Annexe	65
<i>A.1 Mesurer le bonheur ?</i>	65
<i>A.2 Enquêtes utilisées</i>	66
<i>A.3 Note méthodologique</i>	69

Liste des figures 71

Bibliographie 73

EN BREF

Premier ouvrage de l'Observatoire du bien-être du Cepremap, ce texte esquisse un tableau du bonheur dans la France actuelle, à l'aide de différentes enquêtes françaises et internationales. Ce portrait fait apparaître plusieurs paradoxes. Le premier est un mal-être spécifique à la France, qui se révèle particulièrement inquiète quant à son destin collectif. À ce malheur collectif s'oppose un bonheur privé. Enfin, le mal-être et le pessimisme français concernent avant tout les questions économiques. Une nouvelle exception française se fait jour : c'est en France que l'association statistique entre bonheur et argent est la plus forte. Bien plus qu'ailleurs en Europe, le revenu influence non seulement le bonheur, mais aussi la confiance dans les autres et dans les institutions.

Ces traits qui traversent la société française ont une contrepartie dans les opinions politiques. Ils nourrissent notamment la montée de l'extrême droite qui attire les plus insatisfaits et les plus pessimistes. C'est sur cette toile de fond que se sont jouées les dernières élections présidentielles, où les intentions de vote traduisaient clairement le degré de pessimisme ou d'optimisme des électeurs. Le mouvement d'Emmanuel Macron a explicitement voulu incarner la promesse d'un choc politique. Les statistiques font effectivement apparaître un sursaut d'optimisme au mois de juin 2017 chez l'ensemble des Français, témoignant de la possibilité d'inverser cette culture française du pessimisme.

Yann Algan est doyen de l'École d'affaires publiques et professeur d'économie à Sciences Po. Il est co-directeur de l'Observatoire du bien-être du Cepremap. Ses recherches portent sur l'économie numérique et collaborative, le capital social et le bien-être. En 2009, il a reçu le prix du meilleur jeune économiste français. Ses livres sur la confiance et la société française ont reçu les prix du meilleur essai (LIRE)

en 2007 et du meilleur livre d'économie en 2008 (*La Société de défiance*, Rue d'Ulm), ainsi que le prix lycéen du meilleur livre d'économie en 2012 (*La Fabrique de la défiance*, Albin Michel). Il est membre de l'Institut universitaire de France, Senior Editor de la revue *Economic Policy* et membre du Conseil d'analyse économique.

Elizabeth Beasley est conseillère scientifique à l'Observatoire du bien-être au Cepremap. Ses recherches portent sur le bien-être, l'évaluation des politiques publiques, l'économie comportementale, l'éducation et le développement de capital humain et social.

Claudia Senik est professeur à l'université Paris-Sorbonne et à l'École d'économie de Paris. Co-directrice de l'Observatoire du bien-être du Cepremap, membre de l'Institut universitaire de France, elle est également chercheuse associée à l'IZA (Institute for the Study of Labor, Bonn). Ses travaux portent sur l'économie du bien-être subjectif, et en particulier sur le lien entre revenu, croissance, inégalités et bonheur. Elle travaille aussi sur les attitudes politiques ainsi que sur le lien entre institutions et normes de genre. Elle est l'auteur de nombreuses publications dans des revues internationales et de *L'Économie du bonheur* (Le Seuil, 2014, « La République des idées »).

Amory Gethin et **Thanasak Jenmana** sont doctorants à l'École d'économie de Paris.

Mathieu Perona est directeur exécutif de l'Observatoire du bien-être du Cepremap.

Nous remercions Laura Leker, Maria Camila Porras, Claire Vandendriessche, Paul Vertier et Marie-Luce Bia Zafinikamia pour leur travail d'assistance de recherche ainsi que le Cevipof pour l'accès aux données collectées par son enquête électorale.

Introduction

Bonheur, satisfaction dans la vie, confiance et optimisme : où en sont les Français ? Premier ouvrage de l'Observatoire du bien-être du Cepremap, ce texte esquisse un tableau du bonheur dans la France actuelle, à l'aide de différentes enquêtes françaises et internationales. Ce portrait fait apparaître plusieurs paradoxes concernant le bonheur des Français.

Le premier paradoxe est un mal-être spécifique à la France. La mondialisation et l'accélération des changements technologiques affectent tous les pays développés et génèrent, partout, une certaine anxiété. Pourtant, même lorsqu'ils vivent dans des conditions objectives similaires, les Français se déclarent beaucoup moins heureux que les autres Européens. Ce déficit de bonheur français s'inscrit dans une tendance longue : la France est le seul pays qui reste systématiquement en-dessous de son potentiel de bonheur, étant donné son niveau de richesse, depuis les années 1970. Notre pays connaît ainsi le niveau de bonheur déclaré le plus faible au sein des pays européens comparables depuis maintenant trois décennies. À l'inverse, les pays nordiques connaissent les niveaux de bonheur les plus élevés.

Le deuxième paradoxe est celui d'un malheur collectif auquel s'oppose un bonheur privé. La France est particulièrement inquiète quant à son destin collectif. Les Français expriment un fort pessimisme et voient l'avenir de leur pays bien plus sombre que le présent. La grande majorité d'entre eux estime que la vie de la prochaine génération en France sera moins bonne que la leur. En revanche, les Français se disent beaucoup plus satisfaits de leur vie personnelle et de leurs relations avec leurs proches et leur cercle privé. Cette dissociation est le symptôme d'un sentiment de déclin collectif auquel chacun tente de s'ajuster au mieux. À la distinction entre malheur collectif et bonheur privé s'ajoute le même écart entre confiance privée et défiance publique.

Troisième paradoxe, malgré l'importance du principe d'égalité et une hiérarchie des valeurs généralement partagée privilégiant les sphères non marchandes – songeons à « l'exception culturelle française » par exemple –,

le mal-être et le pessimisme français concernent avant tout les questions économiques. Niveau de vie, équipements, logement : c'est là que les perspectives semblent généralement le moins engageantes, au point que les Français déclarent majoritairement désirer davantage de pouvoir d'achat plutôt que davantage de temps libre. Une nouvelle exception française se fait jour : c'est en France que l'association statistique entre bonheur et argent est la plus forte. La satisfaction des Français dépend fortement de leur revenu et de leur diplôme, et ceci pour tous les domaines de la vie, économiques ou non, y compris la santé, la sécurité et le temps libre. Bien plus qu'ailleurs, le revenu influence la confiance dans les autres et dans les institutions, ainsi que la qualité et la densité des relations sociales en dehors du cercle familial. Il s'agit de l'un des résultats les plus inattendus de notre enquête : une France où l'argent joue un rôle plus important sur le bien-être et les relations sociales que dans d'autres pays. Les Français sont d'ailleurs conscients de cet état de fait : plus ils appartiennent à un groupe de revenu élevé, plus ils ont le sentiment d'être relativement plus heureux que leurs concitoyens. Aussi la carte géographique du bonheur des Français concorde-t-elle avec celle des différences de niveau de vie. Enfin le bien-être des Français s'est dégradé au cours des dernières décennies, en particulier parmi les bas revenus et les non-diplômés. Si le pessimisme des Français est antérieur à la crise de 2008 et ne se réduit pas aux seuls facteurs économiques, la grande récession a accéléré la divergence des niveaux de bien-être selon le revenu et le diplôme.

L'ensemble de ces faits stylisés dessine un tableau où le pessimisme des Français concernant leur avenir collectif les renvoie au confort de la sphère privée dont ils élaborent une représentation beaucoup plus favorable. Dans le contexte d'une grande inquiétude concernant l'économie du pays, les ressources financières propres à chaque ménage constitueraient ainsi le garant de la possibilité pour chacun d'échapper au déclin du pays.

Ces traits de pessimisme et de manque de confiance qui traversent la société française ont une contrepartie dans les opinions politiques. Ils

nourrissent le notamment la montée de l'extrême droite qui attire les plus insatisfaits et les plus pessimistes. Les enquêtes disponibles révèlent deux phénomènes marquants : d'une part, les extrêmes du spectre politique, et surtout l'extrême droite, se distinguent par un niveau de mal-être et de pessimisme particulièrement fort, et qui ne s'explique pas entièrement par les caractéristiques sociales de cet électorat ; d'autre part, la différence entre électeurs d'extrême gauche et électeurs d'extrême droite a évolué, surtout depuis le début des années 2010 : les électeurs les plus malheureux et pessimistes se situent désormais plus souvent à l'extrême droite qu'à l'extrême gauche. C'est sur cette toile de fond que se sont jouées les dernières élections présidentielles, où les intentions de vote traduisaient clairement le poids du degré de pessimisme ou d'optimisme des électeurs. Le mouvement d'Emmanuel Macron a explicitement voulu incarner la promesse d'un choc politique ou de croissance. Les statistiques font effectivement apparaître un sursaut d'optimisme au mois de juin 2017 chez l'ensemble des Français, témoignant de la possibilité d'inverser cette culture française du pessimisme.

1. Une vision pessimiste du monde à venir

L'EXCEPTION DU MAL-ÊTRE FRANÇAIS

Enquête après enquête¹, année après année, la même observation s'impose : les Français connaissent un niveau de bonheur et de satisfaction dans la vie systématiquement inférieur à ceux de leurs voisins européens, même à revenu par habitant identique². Autrement dit, compte tenu du niveau de revenu des Français, ceux-ci devraient être beaucoup plus heureux.

Sur la période 2002-2014, le fait de vivre en France procure le niveau de bonheur le plus faible au sein des pays européens (Figure 1), même lorsque l'on tient compte de l'influence des conditions de vie (âge, sexe, statut d'emploi, statut marital). Sur le graphique, le Portugal est pris comme niveau de référence ; ce sont les pays nordiques qui connaissent les niveaux de bonheur les plus élevés.

Certes, plus les pays sont riches, plus leurs habitants sont heureux en moyenne. Mais au-delà de cette relation générale, et à des degrés divers selon les années, la France et l'Allemagne se situent en dessous du niveau de bonheur que leur richesse devrait théoriquement procurer (la ligne en pointillés sur la Figure 2). Il en va de même du niveau de « satisfaction dans la vie » déclaré par les enquêtés. La France est le seul pays qui reste de façon systématique largement en dessous de son potentiel tout au long de la période étudiée. L'Allemagne part d'un niveau de bien-être plus faible, passe au-dessus de celui de la France au milieu des années 2000, puis remonte continuellement.

1. Voir les annexes A1 et A2, p. 65.

2. Voir sur ce thème C. Senik, « Why are the French so unhappy ? The cultural dimension of happiness », 2014, et *L'Économie du bonheur*, 2014, chap. 11.

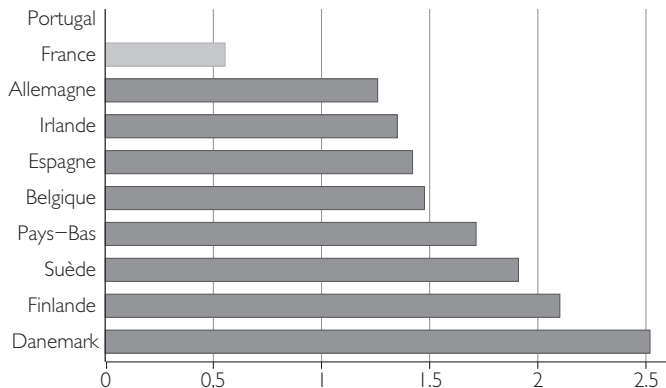
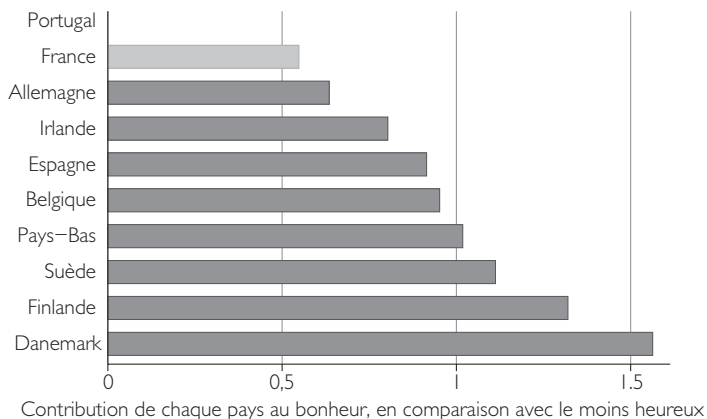


Figure 1 – Contribution des pays de résidence au bonheur et à la satisfaction dans la vie (par rapport au Portugal, pays de référence).

Source : *European Social Survey*, vagues 1-7. Les barres représentent la taille d'effet fixe du pays dans une régression MCO contrôlant pour : l'âge, le sexe, le statut marital, le statut d'emploi, le décile de revenu, le statut d'immigration et l'année de l'enquête. (« Sur une échelle allant de 0 à 10, quelle note donneriez-vous à votre niveau de bonheur ? », échantillon d'environ 24 000 individus.) Référence : Portugal.

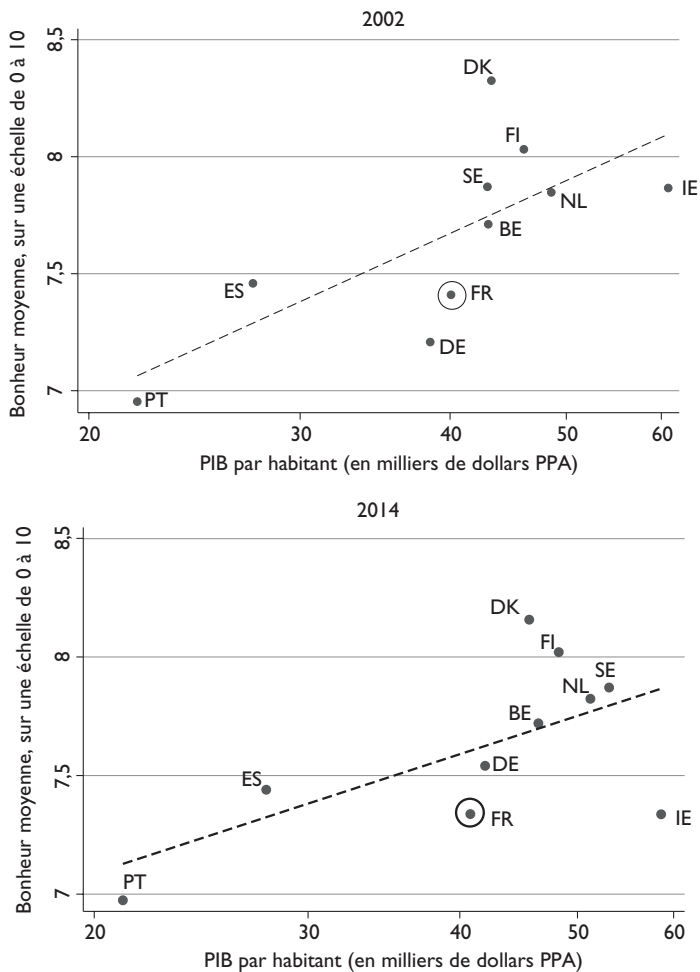


Figure 2 – Niveau de bonheur et PIB par habitant.

Source : European Social Survey, vagues 1 et 7 pour le bonheur (moyenne pondérée par pays) et World Wealth and Income Database pour le PIB par habitant.

MALHEUR PUBLIC/BONHEUR PRIVÉ

Ce déficit de bonheur français repose sur un très grand pessimisme vis-à-vis du monde à venir et la nostalgie d'un passé ou d'un modèle perdu. C'est ce que révèle notre enquête trimestrielle en partenariat avec l'Insee, sur la période 2016-2017. Toutes les questions qui ont trait au futur attirent des réponses beaucoup plus négatives que celles qui concernent la situation présente (Figure 3). Plus des deux tiers des personnes qui ont répondu à cette enquête estiment que la vie de la prochaine génération en France sera moins bonne que la nôtre. Ce pessimisme concerne particulièrement l'avenir de notre pays, plus que celui de l'Europe en général. Il ne s'agit donc pas simplement d'un pessimisme général, mais d'une véritable inquiétude quant à l'avenir de la France.

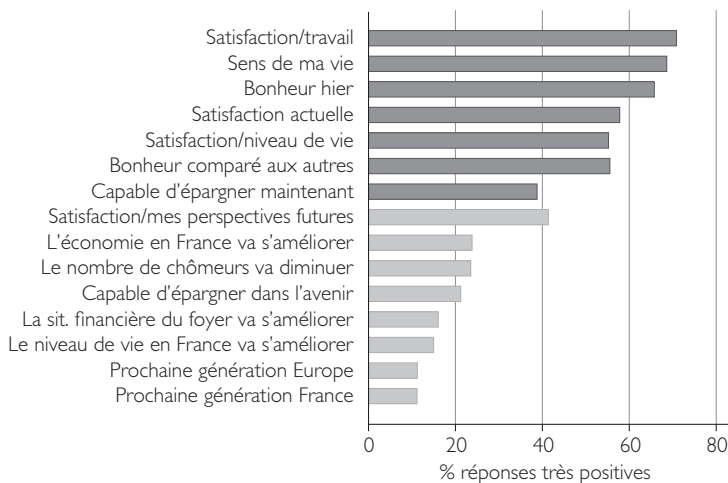


Figure 3 – L'avenir est plus sombre que le présent.

Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap. Les données présentées ci-dessus proviennent de cinq enquêtes réalisées entre juin 2016 et juin 2017 et reflètent la proportion pondérée de réponses très positives.

En revanche, les Français se montrent relativement plus confiants et satisfaits en ce qui concerne leur vie personnelle et leur propre situation. Deux Français sur trois se disent ainsi très satisfaits de leur travail et du sens de leur vie. Plus de la moitié se déclarent très satisfaits de leur niveau de vie. Un tiers d'entre eux se déclarent très satisfaits de ses perspectives futures personnelles, contre moins de 10 % concernant les perspectives de la prochaine génération en France (Figure 4). Plus de la moitié des Français ont l'impression d'être bien plus heureux que les autres.

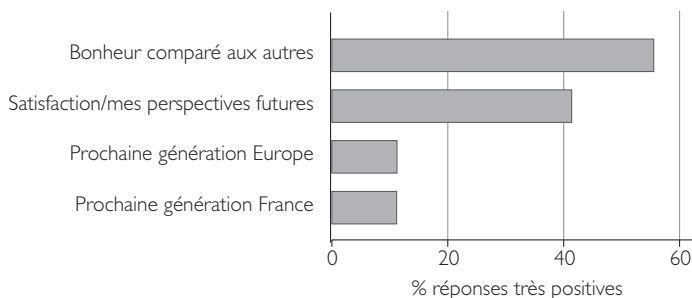


Figure 4 – Perspectives personnelles et collectives.

Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap. Les données présentées ci-dessus proviennent de cinq enquêtes réalisées entre juin 2016 et juin 2017 et reflètent la proportion pondérée de réponses très positives.

MONTÉE DU STRESS ÉCONOMIQUE

C'est dans le domaine économique que les Français sont le plus pessimistes (Figure 5). Là encore, c'est avant tout la perspective globale de la situation du pays qui est perçue comme sombre. Si une minorité de Français considère que son propre niveau de vie s'est amélioré, plus de la moitié se disent très satisfaits de leur niveau de vie actuel. En revanche moins d'un Français sur dix considère que la situation globale de l'économie et le niveau de vie se sont améliorés en France.

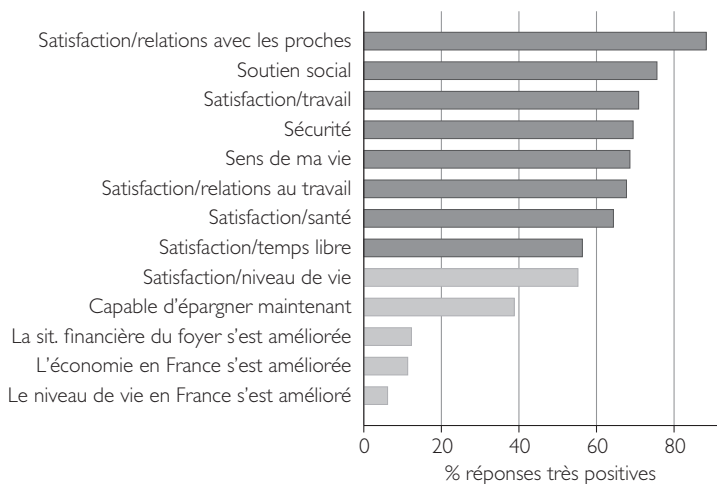


Figure 5 – Une insatisfaction particulière dans le domaine économique.

Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap. Les données présentées ci-dessus proviennent de cinq enquêtes réalisées entre juin 2016 et juin 2017 et reflètent la proportion pondérée de réponses très positives.

Sans surprise, la satisfaction des Français est très sensible au cycle des affaires. Elle a été marquée en particulier par la grande récession de 2008 (Figure 6). L'inquiétude économique croissante est illustrée par la montée du logement comme motif de préoccupation majeur depuis la grande crise.

Au-delà des fluctuations conjoncturelles, le bien-être et la vision de l'avenir des Français se sont continuellement dégradés depuis le milieu des années 2000. Moins volatils que la satisfaction concernant le domaine économique, ils n'ont cessé de décroître pendant cette période, de manière relativement déconnectée de la situation économique personnelle des individus.

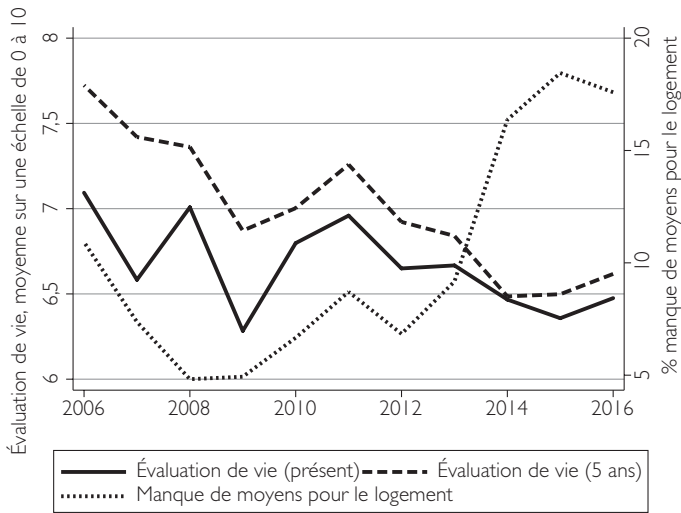


Figure 6 – Une tendance à la dégradation du bien-être depuis 2006.

Source : Gallup World Poll, Gallup Analytics, données pour la France.

LA NOSTALGIE DU PASSÉ

Le pessimisme des Français pourrait être lié à la nostalgie d'une époque révolue, peut-être celle d'un plus grand rayonnement de la France. Pour évaluer ce rapport au passé et à l'avenir, l'enquête trimestrielle Insee/Cepremap demande aux personnes de désigner la période à laquelle elles aimeraient vivre : dans les années 1950, 1960, 1970, 1980, 1990, aujourd'hui, dans une autre époque passée ou dans le futur.

La proportion de gens qui déclarent avoir envie de vivre dans une époque à venir est extrêmement faible (Figure 7). Les plus jeunes (moins de 36 ans) sont un peu plus nombreux à le souhaiter, mais leur proportion reste inférieure à 5 %. À l'inverse, la majorité des enquêtés (plus de 70 % d'entre eux) souhaiterait vivre dans une époque révolue. La plupart

désignent les années 1980 comme leur époque idéale ; seuls les plus âgés (65 ans et plus) choisissent les années 1970. Entre 25 % et 30 % des personnes interrogées choisissent l'époque actuelle. Ce rapport au passé et à l'avenir est cohérent avec le pessimisme affiché des Français.

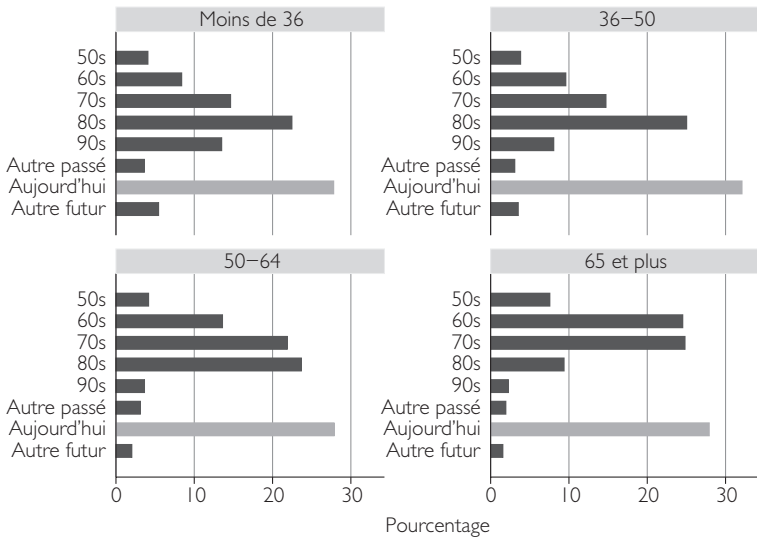


Figure 7 – Nostalgie par catégorie d'âge.

Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap. Les données présentées ci-dessus proviennent de cinq enquêtes réalisées entre juin 2016 et juin 2017, et reflètent la proportion des enquêtés, au sein de chaque groupe, choisissant chaque époque. Réponses à la question suivante : « Certaines personnes aimeraient bien vivre à une autre époque en France. Si vous aviez le choix, laquelle choisiriez-vous ? ».

S'agit-il réellement d'une nostalgie du passé ou bien est-ce une nostalgie de leur jeunesse que les gens expriment ? De fait, ceux qui choisissent le passé désignent comme époque idéale celle où ils avaient 18 ou 19 ans. Il se pourrait aussi que les années qui ont suivi aient déçu leurs espoirs. Parmi

ceux qui auraient aimé vivre dans le passé, l'époque des années 1980 est la plus citée, surtout par les moins de 50 ans. Les années 1980 étaient peut-être une époque d'optimisme vis-à-vis de l'entreprise et du marché, et de leur contribution au progrès social, une époque où les effets douloureux de la mondialisation ne se faisaient pas encore sentir.

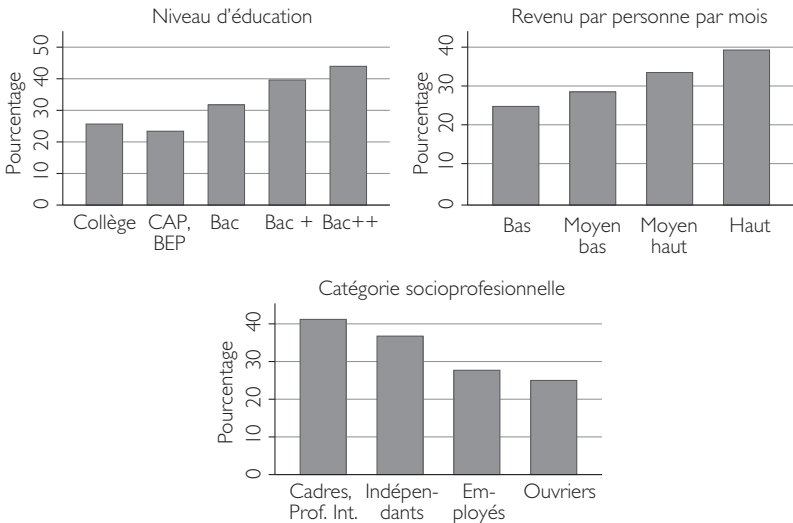


Figure 8 – Proportion de personnes déclarant vouloir vivre à l'époque présente ou dans une époque future.

Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap. Les données présentées ci-dessus proviennent de cinq enquêtes réalisées entre juin 2016 et juin 2017. Les barres représentent la proportion des enquêtés, au sein de chaque groupe, qui ont répondu « Aujourd'hui » ou « Dans le futur » à la question « Certaines personnes aimeraient bien vivre dans une autre époque en France. Si vous aviez le choix, laquelle choisiriez-vous ? ». La catégorie « Collège » inclut les personnes titulaires d'un brevet des collèges ou d'un diplôme de niveau inférieur. La catégorie « Bac++ » inclut les titulaires d'un diplôme de niveau Bac+5 ou équivalent, grandes écoles ou doctorat. Revenu du ménage ajusté pour le nombre des personnes dans le ménage (y compris les enfants). La catégorie « Indépendants » comprend les agriculteurs, artisans, commerçants, chefs d'entreprise et professions libérales.

Notons cependant que les personnes les plus éduquées, ainsi que celles qui jouissent d'un niveau de vie élevé, sont moins tournées vers le passé (Figure 8). Ainsi, plus d'un tiers des personnes ayant suivi des études supérieures déclarent vouloir vivre à l'époque présente ou à venir, contre un quart des diplômés du secondaire ou moins. La catégorie socioprofessionnelle joue aussi : les cadres et professions intermédiaires sont plus nombreux à choisir le présent ou l'avenir que les employés et les ouvriers.

Malgré tout, il est fascinant de constater la survalorisation du passé et le peu d'appétence pour l'avenir des personnes interrogées.

DÉFIANCE ET MAL-ÊTRE

Miroir de l'opposition bonheur privé/malheur public, la confiance des Français est aussi élevée quand il s'agit de leurs proches qu'elle est faible vis-à-vis de cercles plus larges, en particulier vis-à-vis des institutions. En réponse à la question de l'enquête *World Values Survey* : « D'une manière générale, peut-on faire confiance à la plupart des gens ou bien n'est-on jamais assez prudent quand on a affaire aux autres ? », ils se montrent particulièrement méfiants. Les recherches sur le « capital social » utilisent cette question dans le but de mesurer la confiance interpersonnelle dans une société, c'est-à-dire la confiance en dehors du cercle familial et des proches³. La France se classe au 58^e rang sur l'échelle de la confiance, au sein des 97 pays couverts par l'enquête. En 2014 (enquête la plus récente), seuls 22 % des Français déclaraient faire confiance aux autres. Au sein de l'OCDE, la France connaît le niveau de confiance le plus faible, aux côtés du Portugal et de la Turquie. La Norvège, la Suède et le Danemark affichent

3. Sur ce point, voir notamment les travaux de l'un des pères fondateurs de la théorie du capital social, B. Putnam, *Bowling Alone*, 2000, ou le survey de Y. Algan et P. Cahuc, « Trust, growth and happiness : New evidence and policy implications », 2013, et Y. Algan, P. Cahuc et A. Zylberberg, *La Fabrique de la défiance : comment en sortir*, 2013.

une confiance environ trois fois supérieure à la nôtre. Notre niveau de confiance est également très inférieur à celui des États-Unis, de l'Angleterre, de l'Allemagne et même de l'Espagne et de l'Italie.

Cependant, une forte opposition se fait jour entre la défiance envers ceux que l'on ne connaît pas et la confiance envers ses proches, son cercle privé. L'enquête du Cevipof de janvier 2017 révèle cette distinction. Alors que 94 % des Français déclarent avoir confiance dans leur famille et les gens qu'ils connaissent personnellement, moins de la moitié déclarent avoir confiance dans les gens rencontrés pour la première fois et seuls 26 % pensent que l'on peut faire confiance à la plupart des gens. Pourtant c'est bien la capacité à coopérer avec les autres citoyens qui distingue une société ouverte, regroupant tous les citoyens, d'une société repliée sur elle-même⁴. Comme le résume le sociologue Olivier Galland⁵ :

Non seulement les Français sont nombreux à ne rien attendre des autres, mais ils adoptent eux-mêmes cette philosophie individualiste pour leur conduite personnelle. Ce comportement semble d'ailleurs logique : si l'on suppose que les autres sont indifférents à votre égard, pourquoi devrait-on tenir compte de leurs opinions ou de leurs actions dans la conduite de sa vie personnelle ? La défiance par indifférence réciproque s'entretient ainsi elle-même.

Les Français sont tout aussi critiques envers leurs institutions publiques, à savoir la démocratie représentative, les élus et les partis politiques. Selon l'enquête *European Social Survey*, sur la période 2002 - 2014, 71 % des Français disent avoir faiblement confiance dans le Parlement, contre 58 % en moyenne dans dix-huit autres pays d'Europe. 82 % des Français déclarent avoir une faible confiance dans les personnalités politiques et 87 % affirment ne pas faire confiance aux partis politiques. Encore plus surprenant,

4. Sur la distinction entre confiance interpersonnelle et confiance de proximité restreinte à la famille, voir les travaux d'E. Banfield sur l'amoralisme familial (*The Moral Basis of a Backward Society*, 1958) et de J. Coleman sur les liens faibles/liens forts (*Foundations of Social Theory*, 1990).

5. O. Galland, « La confiance dans les autres », 2008.

près de deux Français sur trois déclarent se méfier de la justice, soit le niveau de défiance le plus élevée parmi les pays d'Europe de l'Ouest, après l'Espagne et le Portugal. Près des deux tiers des Français se déclarent insatisfaits du fonctionnement de leur démocratie et ils sont autant à penser que « les élus et les dirigeants politiques » sont corrompus⁶. C'est surtout la collusion entre les milieux politiques et les milieux d'affaire qui est sanctionnée. Nous faisons également peu confiance à nos syndicats et moins encore à nos entreprises et surtout nos banques.

Quant à la confiance dans les institutions politiques, elle s'est fortement détériorée en France au cours de la dernière décennie, en particulier depuis la crise financière (Figure 9).

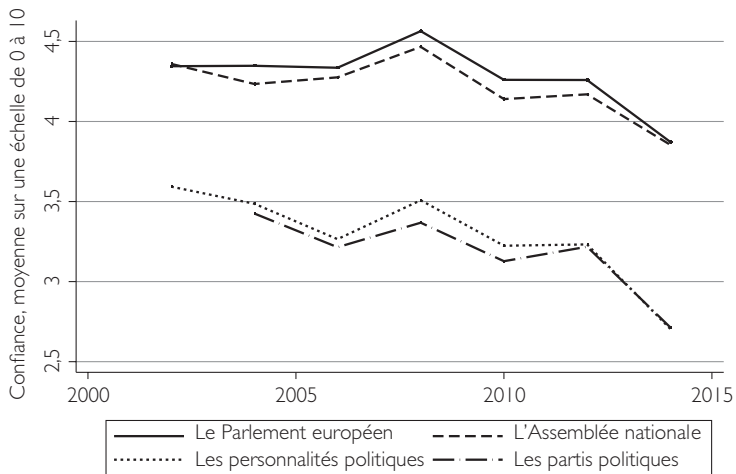


Figure 9 – Évolution de la satisfaction et de la confiance vis-à-vis des institutions.

Source : *European Social Survey*, vagues 1 à 7, Norwegian Centre for Research.

6. P. Lascournes, *Une démocratie corrompible*, 2010.

Les Français ne se défient cependant pas de toutes leurs institutions. Ils font confiance aux institutions locales, proches, mais pas aux institutions plus éloignées d'eux. Selon la dernière vague du Baromètre sur la confiance politique du Cevipof en 2017, 64 % des Français ont confiance dans leur maire et 49 % dans leur conseiller régional. De même la confiance dans certains services publics est très élevée : 83 % des Français ont confiance dans les hôpitaux, 78 % dans la police et 67 % dans les associations.

Yann Algan, Pierre Cahuc et André Zylberberg, dans *La fabrique de la défiance*, attribuent cette défiance générale au fait que les Français, plus que les citoyens des autres pays développés, perçoivent leur société comme très hiérarchique et marquée par des relations sociales distantes et conflictuelles. Interrogés sur la stratification de leur société, deux Français sur trois se la représentent comme étant organisée de façon pyramidale avec une petite élite au sommet, une classe moyenne peu nombreuse et la majorité des citoyens en bas de l'échelle sociale. Cette représentation est beaucoup moins répandue non seulement dans les pays nordiques, où les inégalités de revenus sont plus faibles que chez nous, mais aussi en Allemagne et en Espagne où elles sont comparables, et même aux États-Unis où elles sont pourtant plus importantes⁷. Ainsi, au-delà de la perception des inégalités de revenus, les Français ont l'impression de vivre dans une société hiérarchisée selon des statuts. Dans la majorité des autres pays occidentaux, c'est surtout la vision d'une société principalement composée de « classes moyennes » qui prédomine. La sensation de vivre dans une société hiérarchique s'accompagne du sentiment que la concurrence est déloyale et que les règles sont systématiquement contournées. Ainsi, nous suspectons les riches et nos élites de ne respecter aucune règle : 52 % des Français estiment que « de nos jours on ne peut arriver au sommet sans être corrompu » alors que cette part n'excède pas 20 % aux États-Unis ou en Angleterre.

7. Ces résultats sont issus de l'enquête *International Social Survey Program* de 2009 consacrée aux inégalités. On les retrouve dans le rapport de France Stratégie : *Lignes de faille. Une société à réunifier*, 2016.

Le mal-être et le pessimisme des Français vont de pair avec leur défiance envers les institutions. Les recherches récentes en sciences sociales et en médecine montrent que le bien-être des citoyens dépend de la qualité des relations sociales et de la confiance, et non du seul revenu. La défiance envers les autres et envers les institutions peut ainsi expliquer une grande partie du mal-être français. Comme l'ont illustré Yann Algan, Pierre Cahuc et André Zylberberg, les personnes qui font confiance aux autres et aux institutions sont nettement plus heureuses. Ainsi, une personne qui estime n'avoir aucune chance de retrouver un portefeuille égaré contenant 150 euros et ses papiers d'identité se déclare généralement nettement moins satisfaite de sa vie qu'une personne qui pense avoir de grandes chances de le retrouver. John Helliwell et Shun Wang évaluent à deux tiers l'accroissement de revenu qui serait nécessaire pour compenser la perte de bien-être associée au fait d'estimer que personne ne rapporterait votre portefeuille et vos papiers⁸. Ce chiffre mesure l'influence du sentiment de vivre dans un environnement coopératif sur le bien-être. John Helliwell estime ainsi que l'écart entre les niveaux de bien-être danois et français s'explique principalement par le plus faible niveau de confiance dont font preuve les Français⁹.

La confiance dans les institutions contribue également à expliquer le mal-être français. Alors qu'autrefois, les risques mortels, tels que la sécheresse ou les épidémies, pouvaient être perçus comme relevant de la responsabilité des dieux, dans nos sociétés modernes, les principaux risques tant économiques (crise financière, fermetures d'entreprises), qu'environnementaux (réchauffement climatique) et sanitaires sont majoritairement le fait des hommes. C'est pourquoi la confiance dans les institutions et dans leur capacité à réguler ces risques joue un rôle si grand dans le bien-être, ou *a contrario* dans le pessimisme et l'angoisse, des citoyens.

8. J. Helliwell et S. Wang, « Trust and well-being », 2010.

9. J. Helliwell, « Well-being and social capital : Does suicide pose a puzzle ? », 2007.

LE RÔLE DE L'ARGENT EN FRANCE

La principale conséquence de l'incapacité de nos institutions à organiser une vie collective est le repli des Français vers leur cercle privé... et l'argent. Une autre différence marquante entre la France et les autres pays d'Europe concerne en effet l'importance du pouvoir d'achat. De manière surprenante, l'argent joue un rôle particulièrement important dans la satisfaction générale et le bonheur des Français. Il compte d'ailleurs plus dans la « satisfaction », notion qui recouvre la qualité de vie et la liberté de choix, que dans le « bonheur », notion certainement plus hédonique.

Ainsi, quand on mesure la contribution du revenu individuel au bonheur déclaré par les enquêtés, on découvre que la France est le pays européen dans lequel l'association statistique entre revenu et satisfaction générale est la plus forte (Figure 10).

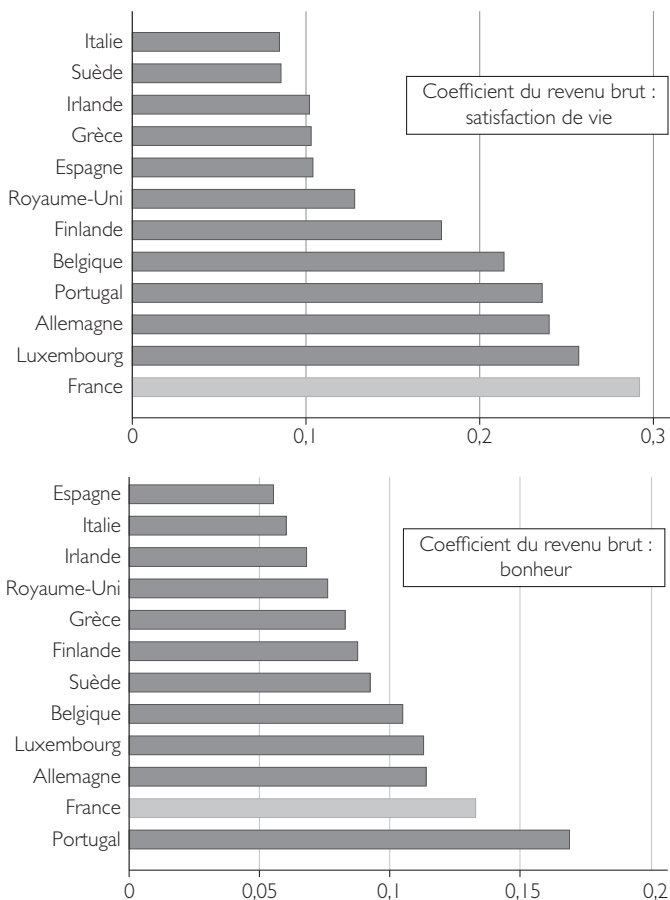


Figure 10 – Le revenu est plus important pour la satisfaction de vie en France que dans d’autres pays.

Source : Eurostat, EU-SILC, 2013. Les barres représentent les coefficients associés au revenu du ménage (log) pour chaque pays dans une régression MCO contrôlant pour le sexe, l’âge, les enfants, le statut d’emploi, l’éducation, le statut marital, l’origine géographique et le rapport urbain/rural. Voir l’Annexe A.3 pour la méthodologie.

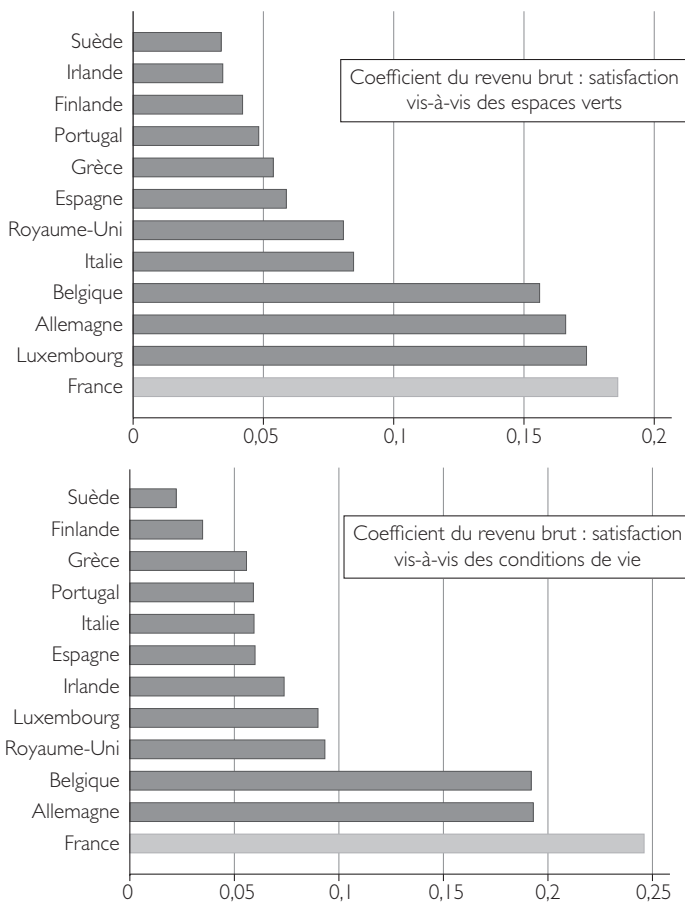


Figure 11 – Le revenu est plus important pour les conditions de vie en France que dans d’autres pays.

Source : Eurostat, EU-SILC, 2013. Les barres représentent les coefficients associés au revenu du ménage (log) pour chaque pays dans une régression MCO contrôlant pour le sexe, l’âge, les enfants, le statut d’emploi, l’éducation, le statut marital, l’origine géographique et le rapport urbain/rural. Voir l’Annexe A.3.

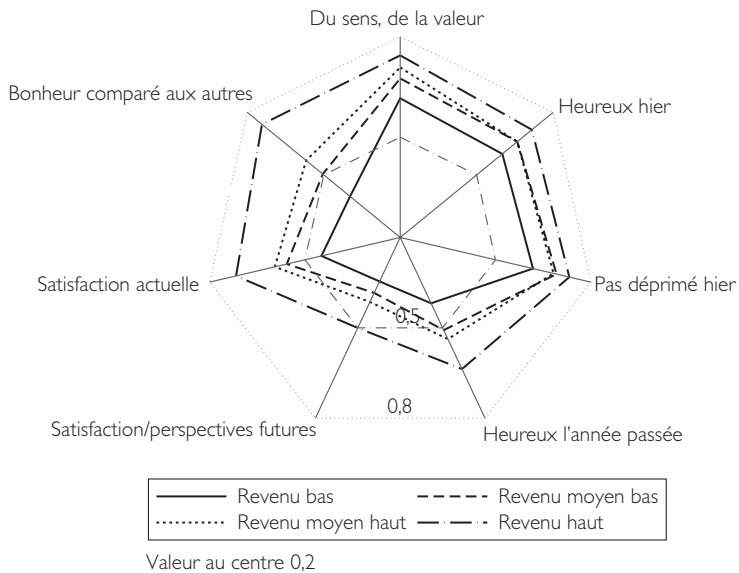
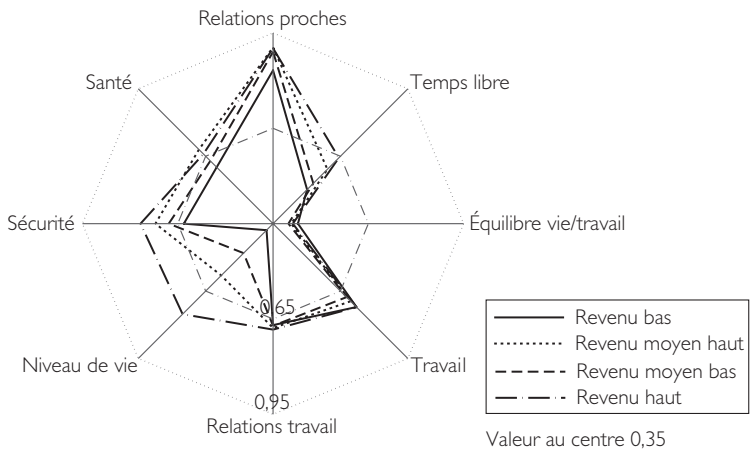
Par rapport aux autres pays d'Europe, la France est également l'un des pays où le revenu influence le plus la satisfaction concernant les conditions de vie (Figure 11, haut). Ceci ne concerne pas uniquement les biens privés et marchands, mais aussi les biens publics, tels que les espaces verts (Figure 11, bas).

Le niveau de revenu influence la satisfaction des Français surtout dans les domaines liés à l'économie. La Figure 12 illustre les différences de niveau de bien-être des Français selon leur revenu, en 2016-2017. Les plus riches sont les plus satisfaits dans différentes dimensions de l'existence et il s'agit d'un phénomène conscient : les individus qui appartiennent à un groupe de revenu plus élevé, surtout les 25 % les plus riches, ont le sentiment d'être plus heureux que leurs concitoyens. Cependant, le niveau de vie influence peu la satisfaction relative aux relations de travail, à l'équilibre vie-travail ou encore aux relations familiales et amicales, dont les Français sont particulièrement satisfaits (Figures 12 et 13). Enfin, la confiance envers les autres, surtout en dehors du cercle privé, est elle aussi sensible au niveau de revenu, notamment la confiance envers les institutions (Figure 14).



Figure 12 – Satisfaction des Français selon leur niveau de revenu.

Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap. Les données présentées ci-dessus proviennent de cinq enquêtes réalisées entre juin 2016 et juin 2017, et reflètent la proportion pondérée de réponses très positives.



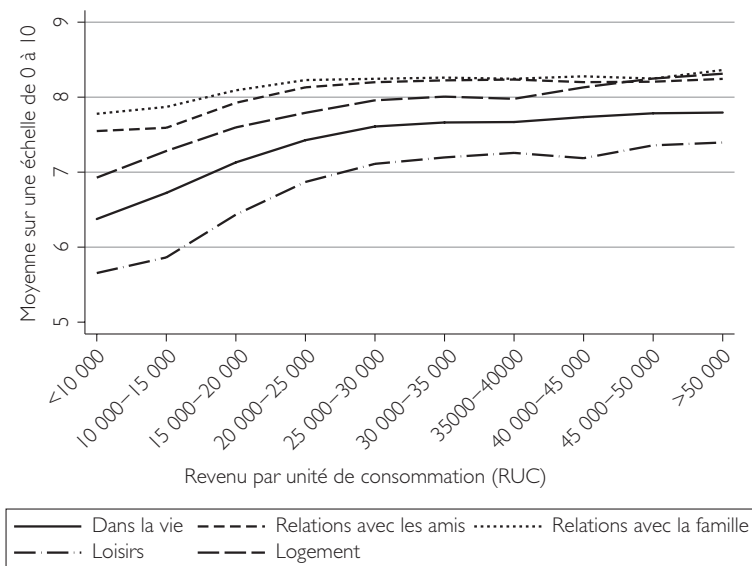


Figure 13 – Satisfaction des Français selon leur niveau de revenu.

Source : Statistiques sur les ressources et les conditions de vie, Insee (producteur), ADISP-CMH (diffuseur), 2010-2014.

MALHEUR PUBLIC, BONHEUR PRIVÉ ET IMPORTANCE DE L'ARGENT

Se dessine ainsi le portrait d'une France marquée par un profond pessimisme concernant l'avenir, particulièrement sur les questions économiques, plus que d'autres pays. Une majorité de Français semble penser que la situation du pays et de l'Europe se dégrade, mais que la leur et celle de leurs proches est relativement bonne par rapport au reste de la population. Nostalgie du passé et crainte du futur, sous-tendues par un manque de confiance dans les institutions, caractérisent ainsi la vision des Français. Enfin, le revenu apparaît comme un déterminant majeur de la satisfaction

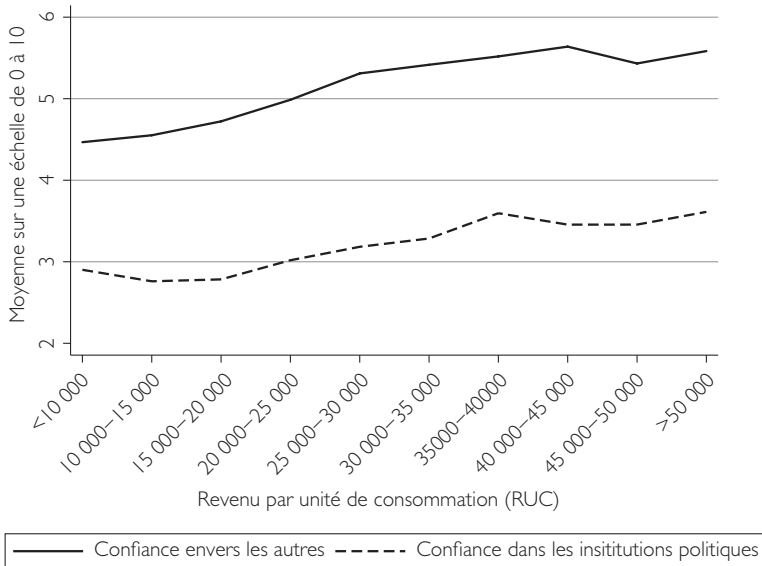


Figure 14 – Confiance dans les autres et dans les institutions en fonction du niveau de vie.

Source : Statistiques sur les ressources et les conditions de vie, Insee (producteur), ADISP-CMH (diffuseur), 2013.

dans la vie, conditionnant bien plus que dans les autres pays européens le bien-être déclaré.

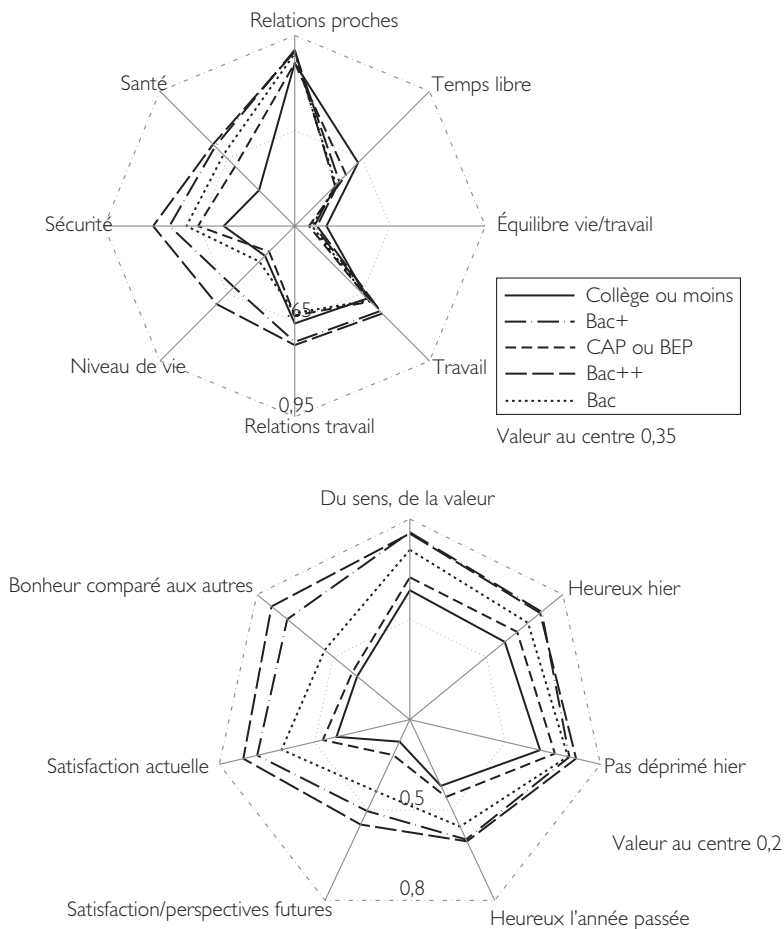
Comment expliquer cette importance de l'argent dans le bien-être des Français ? Serait-elle due aux incertitudes portées par l'accélération des changements technologiques, la globalisation et la récente crise financière ? Ces mutations ont certainement de quoi dérouter et force est de constater que l'insécurité économique des Français s'est accrue pendant la crise, en particulier concernant la question du logement. Après soixante-dix ans de croissance, la France vient de connaître une décennie sans croissance du revenu par habitant. Mais cette stagnation n'est pas spécifique à la France ;

elle a même été plus sévère dans de nombreux autres pays européens dont les citoyens se disent pourtant plus heureux. La pauvreté touche 14 % des Français contre 22 % des Espagnols, mais la crainte de devenir pauvre est plus répandue chez nous que chez nos voisins. La classe moyenne rassemble deux Français sur trois contre un Américain sur deux, mais nous nous représentons la société comme plus pyramidale que ne le font les Américains¹⁰. Et les citoyens des autres nations comparables et qui font face aux mêmes incertitudes n'expriment pas le même sentiment de mal-être.

Est-ce plutôt la perception d'un risque de déclin qui magnifie l'importance des ressources financières nécessaires pour faire face à toute éventualité, pour compenser toute mauvaise conjoncture ? Ne pouvant plus compter sur leurs institutions pour organiser une destinée collective, les Français se replieraient sur la sphère privée, que l'on contrôle davantage et où les relations avec les proches et le revenu jouent le rôle essentiel. De même que les diverses protections légales, notamment dans le domaine du travail et de l'assurance professionnelle, souvent désignées sous le terme de « statut », protègent les acquis des individus, de même, le revenu jouerait plus qu'autrefois le rôle d'un mécanisme amortisseur face aux chocs inévitables que l'État et les institutions sociales ne prennent plus en charge.

Ajoutons, pour finir, que tout comme le revenu, le diplôme influence fortement le bonheur des individus, ainsi que leur satisfaction relativement à leur niveau de vie, mais aussi leur santé et leur sécurité, domaines pour lesquels l'État garantit pourtant en principe un service universel à tous les citoyens. Du niveau de diplôme dépend également beaucoup le sentiment de mener une vie qui a du sens et de la valeur (Figure 15).

10. France Stratégie, *Lignes de faille. Une société à réunifier*, 2016.



On peut formuler l'hypothèse que le diplôme constitue, lui aussi, une protection contre les aléas de la vie et les crises économiques. À cet égard, il est frappant d'observer l'évolution de la satisfaction dans la vie et de l'optimisme depuis 2008 : ces derniers ont chuté pour les personnes n'ayant pas atteint un niveau d'éducation supérieur, alors qu'ils restaient stables pour les plus éduqués (Figure 16). Nous verrons plus loin, que ces attitudes ont des répercussions profondes sur le comportement électoral des Français.


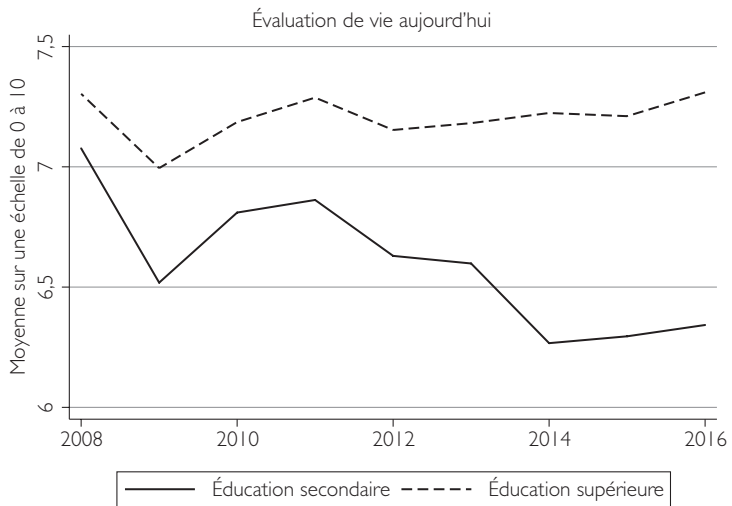
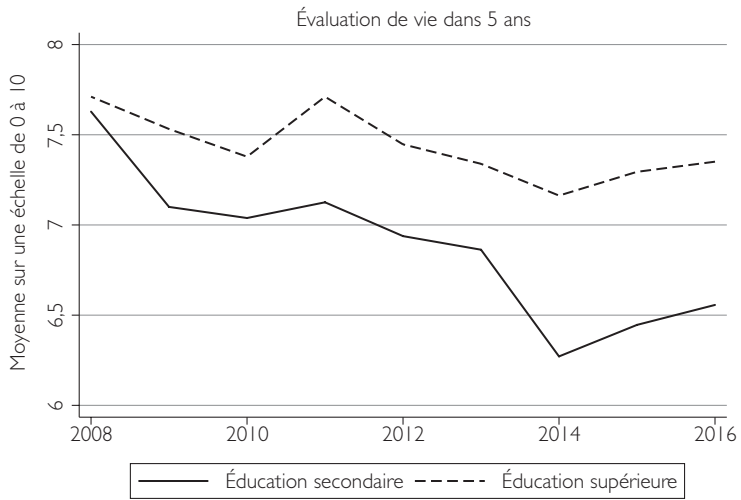


Figure 16 – Avec la crise, le fossé se creuse entre les diplômés du supérieur et les autres.

Source : Gallup World Poll, Gallup Analytics, données pour la France.



2. Du mal-être au vote extrême : le choc des années 2000

Le pessimisme des Français se traduit par une évolution des attitudes politiques, notamment par la montée des extrêmes. Il existe un lien fort entre le niveau de bonheur et d'optimisme des individus et leur positionnement sur le spectre politique. Les enquêtes disponibles révèlent deux phénomènes marquants : d'une part, les extrêmes du spectre politique, et surtout l'extrême droite, se distinguent par un niveau de mal-être et de pessimisme particulièrement élevé, et qui ne s'explique pas entièrement par les caractéristiques sociales de cet électorat ; d'autre part, la différence de bonheur entre électeurs d'extrême gauche et électeurs d'extrême droite a évolué, surtout depuis le début des années 2010 : les électeurs les plus malheureux se situent désormais plus souvent à l'extrême droite qu'à l'extrême gauche.

MAL-ÊTRE ET VOTE EXTRÊME

La relation entre bonheur et positionnement politique est claire : le mal-être est à son comble aux extrémités du spectre politique. La Figure 17 illustre le pourcentage d'individus se déclarant « pas du tout satisfait » de leur vie selon leur orientation politique sur la période 1973-2016 (enquête Eurobaromètre). L'orientation politique est mesurée par le positionnement subjectif des individus sur une échelle « gauche-droite » graduée de 1 à 10. Les individus se situant aux extrêmes sont beaucoup plus nombreux à déclarer un niveau d'insatisfaction élevé – près de 14 % des enquêtés d'extrême gauche et 11 % de ceux d'extrême droite contre 5 % des autres enquêtés en moyenne.

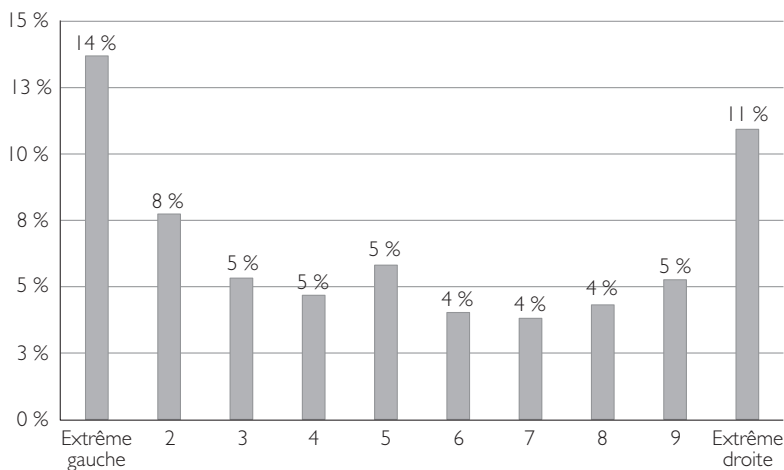


Figure 17 – Pourcentage moyen d'individus se déclarant très insatisfaits de leur vie par orientation politique en France (1973-2016).

Source : Eurobaromètre. Lecture : sur la période 1973-2016, 13,7 % des individus se déclarant à l'extrême-gauche (1 sur une échelle de 1 à 10) se sont également déclarés très insatisfaits de leur vie en moyenne.

La polarisation progressive vers les votes extrêmes est un trait marquant des dynamiques politiques à l'œuvre en France depuis le début des années 2000 (Figure 18). Entre les périodes 2005-2009 et 2010-2016, le nombre de personnes interrogées se déclarant aux extrêmes a significativement augmenté. Parallèlement, les partis traditionnels s'effondrent, avec une baisse notable pour le « centre-gauche ». Ces transformations reflètent la tripolarisation de l'espace politique français depuis la crise. (Notons également l'augmentation des personnes choisissant la graduation focale 5 qui, située exactement au milieu de l'échelle, exprime certainement une indétermination.)

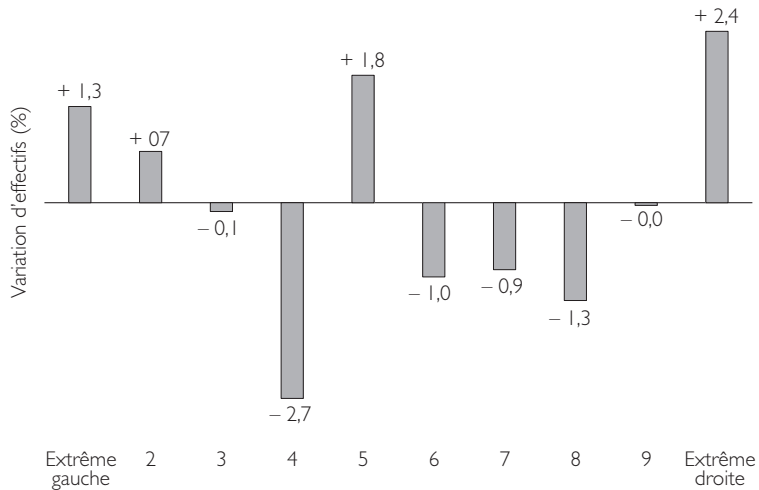


Figure 18 – Évolution de la répartition des préférences politiques en France entre 2005-2009 et 2010-2016.

Source : Eurobaromètre. Lecture : entre les périodes 2005-2009 et 2010-2016, les individus se déclarant au centre du spectre politique (5 sur une échelle de 1 à 5) ont été de 1,8 % points de pourcentage plus nombreux.

Pour l'expliquer, l'attention particulière se porte généralement sur les déterminants économiques, historiques, géographiques et sociodémographiques du vote extrême. Pourtant ces déterminants traditionnels du vote se révèlent insuffisants pour rendre compte de la forte pénétration du vote frontiste dans des couches de la population aussi disparates que les jeunes, la classe moyenne ou la France périphérique et périurbaine. Leur point commun : le mal-être et le pessimisme.

DIVERGENCE DE BIEN-ÊTRE ENTRE EXTRÊME GAUCHE ET EXTRÊME DROITE¹¹

Alors que le spectre politique français se déforme au profit des extrêmes, notamment l'extrême droite, une restructuration politique du bien-être s'opère depuis le début des années 2000.

Traditionnellement, les électeurs de gauche déclarent un niveau de bonheur et de satisfaction dans la vie plus faible que les électeurs de droite. Cette différence s'observe bien dans les années 1970, comme le montre le graphique ci-dessous : les individus se déclarant à droite (7-8 sur une échelle de 1 à 10) déclarent en moyenne près d'un demi-point de bonheur de plus que ceux d'extrême gauche (3-4 sur la même échelle). Il n'y a là rien d'étonnant si l'on admet que la droite est globalement plus conservatrice et la gauche transformatrice ou révolutionnaire : les électeurs de droite, socialement plus favorisés, sont plus satisfaits du monde tel qu'il est et, partant, plus attachés à le conserver en l'état, tandis que les électeurs de gauche, qui en sont moins heureux, ont davantage la volonté de le transformer. Une précédente étude a ainsi montré, au niveau mondial, que les individus heureux avaient davantage tendance à s'identifier à des partis conservateurs¹².

Si ce schéma décrit bien la situation française, il s'est pourtant considérablement modifié au cours des dernières décennies. Une première convergence entre les niveaux de bien-être des électeurs de gauche et de droite s'opère au début des années 1980, puis le processus s'accélère fortement à partir de la crise de 2008. Alors même que le niveau de satisfaction dans la vie augmente en moyenne au France, il stagne pour les individus se déclarant à l'extrême droite, tandis que l'extrême gauche accueille de plus en plus d'individus heureux relativement au reste de la société, tout au long de la période.

11. Cette section s'appuie beaucoup sur le texte d'A. Gethin et Th. Jenmana, « Du mal-être au vote extrême », 2017.

12. P. Flavin et A. Pacek, « Life satisfaction and political preferences : An international analysis », 2014.

Ces changements dans la structure du bien-être mettent en évidence l'existence d'une double recomposition électorale. D'une part, l'extrême gauche capte de plus en plus d'individus satisfaits de leur vie, à tel point qu'en 2015-2016, elle comble l'écart qui la sépare de la droite traditionnelle pour atteindre le même niveau de bonheur. D'autre part, l'extrême droite décroche au début des années 2010, de telle sorte qu'elle affiche une satisfaction moyenne inférieure aux autres partis sur les deux dernières années.

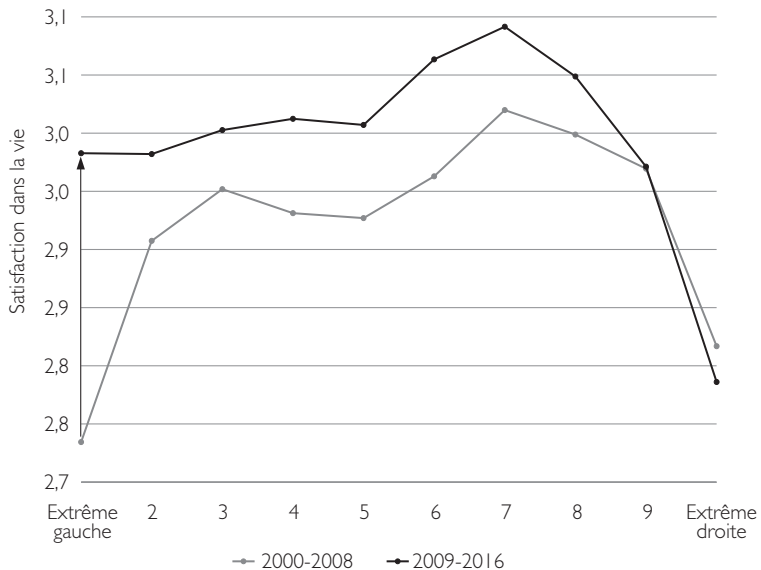


Figure 19 – Satisfaction dans la vie selon l'orientation politique : 2000-2008 versus 2009-2016.

Source : Eurobaromètre. Lecture : entre les périodes 2000-2008 et 2009-2016, la satisfaction dans la vie moyenne (échelle de 1 à 4) des individus se déclarant d'extrême gauche (1 ou 2 sur une échelle de 1 à 10) est passée de 2,73 à 2,98.

Ce phénomène apparaît clairement sur la Figure 19. Entre les deux périodes allant de 2000 à 2008 et de 2009 et 2016, le bien-être en France augmente de façon relativement homogène pour les personnes se déclarant près du centre de l'échelle politique. Mais en ce qui concerne les extrêmes, on observe une forte hausse du bien-être de l'extrême gauche alors que le niveau de satisfaction de l'extrême droite reste le même d'une période à l'autre.

Ce décrochage de l'extrême droite peut potentiellement s'interpréter au regard des transformations qu'a subies le Front national au cours des dix dernières années¹³. En effet, celui-ci combine désormais un discours nationaliste à une critique ouverte du système capitaliste, ce qui lui permet d'élargir son électorat en attirant chômeurs, travailleurs précaires et « insatisfaits du système¹⁴ ».

Cette différenciation progressive de la base électorale de l'extrême droite et de l'extrême gauche en terme de bien-être se retrouve aussi dans les différences de niveau d'optimisme et de pessimisme. Avant la crise, ceux qui se positionnaient à l'extrême gauche du spectre politique étaient beaucoup plus pessimistes quant à l'avenir, et une majorité d'entre eux anticipait une dégradation de la situation économique en France (Figure 20). En 2016, les anticipations économiques sont généralement plus positives en moyenne en ce qui concerne l'économie française et l'emploi en général, mais ce sont les électeurs d'extrême droite qui sont les plus inquiets pour l'avenir.

13. M. Golder, « Explaining variation in the success of extreme right parties in Western Europe », 2003 ; et K. Arzheimer, « Contextual factors and the extreme right vote in Western Europe, 1980–2002 », 2009.

14. A. Benveniste et É. Pingaud, « Far-right movements in France : The principal role of Front national and the rise of islamophobia », 2016.

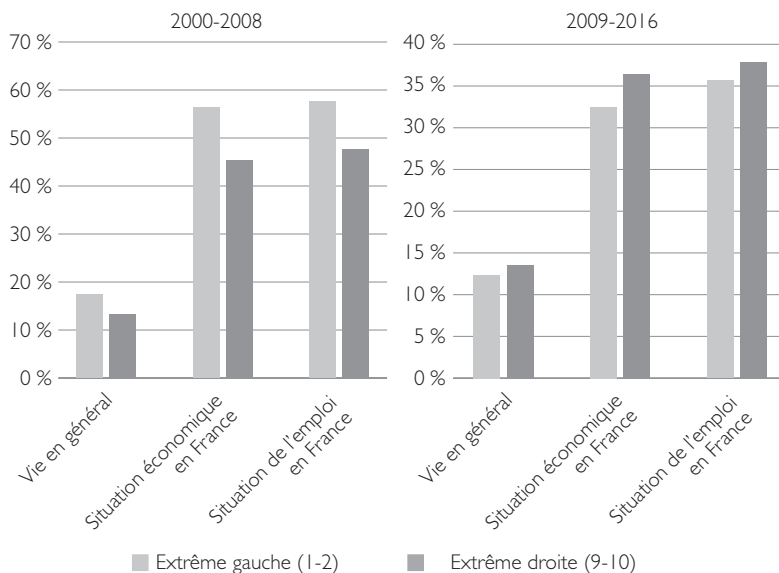


Figure 20 – Part d'individus anticipant que les douze prochains mois seront pires en termes de...

Source : Eurobaromètre. Lecture : sur la période 2000-2008, 56 % des individus se déclarant d'extrême gauche (1 ou 2 sur une échelle de 1 à 10) anticipaient une dégradation de la situation économique en France dans les douze prochains mois.

Certes, cette évolution est associée à une modification de la composition sociale des électorats extrêmes. Ainsi, au cours des années 2010, davantage de jeunes de 15 à 25 ans, de personnes moins diplômées et plus pauvres se déclarent à l'extrême droite. Dans le même temps, les classes moyennes (cinquième et sixième quintile) représentent une part bien plus importante de l'électorat d'extrême gauche et on observe une gentrification (ou « boboisation ») de l'électorat d'extrême gauche, qui attire des personnes plus éduquées. Plus précisément, l'extrême gauche présente une importante hétérogénéité en termes de bonheur (Figure 21)

dans la mesure où, d'un côté, elle rassemble la part d'individus très satisfaits de leur vie la plus importante relativement aux autres orientations politiques (23,5 %), mais, d'un autre côté, plus de 19 % des enquêtés se situant à l'extrême gauche se déclarent « Plutôt pas satisfaits » ou « Pas du tout satisfaits » de leur vie. Cette diversification de l'électorat modifie la relation entre vote et bien-être.

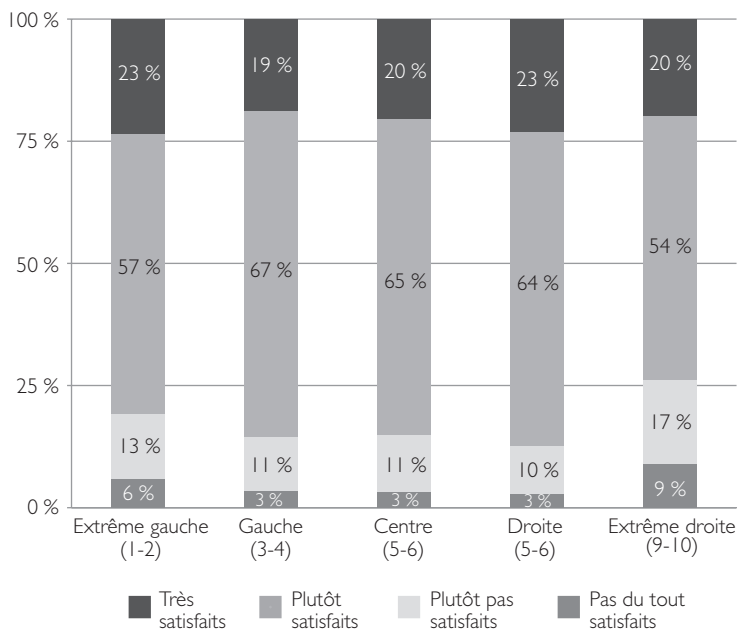


Figure 21 – Répartition de la satisfaction dans la vie par orientation politique en France (2009-2016).

Source : Eurobaromètre. Données agrégées sur l'ensemble des années disponibles entre 2009 et 2016. Lecture : sur la période 2009-2016, 9 % des individus se déclarant à l'extrême droite (9 ou 10 sur une échelle de 1 à 10) se déclaraient également « Pas du tout satisfaits ».

Une double évolution contribue donc au décrochage de l'extrême droite en termes de bien-être : le déplacement d'individus heureux vers l'extrême gauche, et le déplacement d'individus malheureux vers l'extrême droite. Ce tableau général constitue la toile de fond de la relation entre bonheur, pessimisme et vote en 2017.

L'EFFET PUR DU PESSIMISME SUR LE VOTE

Le mal-être et le pessimisme constituent une clef d'explication du vote extrême, comme l'ont montré les dernières élections présidentielles de 2017. Considérons les données d'enquête électorale du Cevipof. En juillet 2016, plusieurs questions sur le bien-être ont été ajoutées à cette enquête, qui a interrogé plus de 17 000 personnes tous les mois jusqu'en mars 2017. Les sondés étaient invités à indiquer leur niveau de satisfaction sur une échelle de 0 à 10. Il apparaît clairement que les individus les moins satisfaits de leur vie actuelle et les plus pessimistes concernant leur avenir avaient majoritairement pour intention de voter en faveur de Marine Le Pen et, dans une moindre mesure, pour Jean-Luc Mélenchon. Les plus satisfaits de leur vie actuelle et les plus optimistes déclaraient majoritairement vouloir voter pour Emmanuel Macron, suivi de François Fillon et Benoît Hamon (Figure 22). On découvre ainsi un véritable clivage entre une France pessimiste, qui a voté Marine Le Pen, et une France optimiste, incarnée par le vote pour Emmanuel Macron.

La Figure 23 montre clairement que le rôle du bien-être et de l'optimisme dans le comportement électoral ne se réduit pas aux conditions de vie objectives des gens. Elle représente la relation entre la probabilité subjective de voter, sur une échelle de 0 à 10, en faveur du Front national et le revenu des personnes interrogées. Il s'agit de probabilités déclarées par les personnes interrogées.

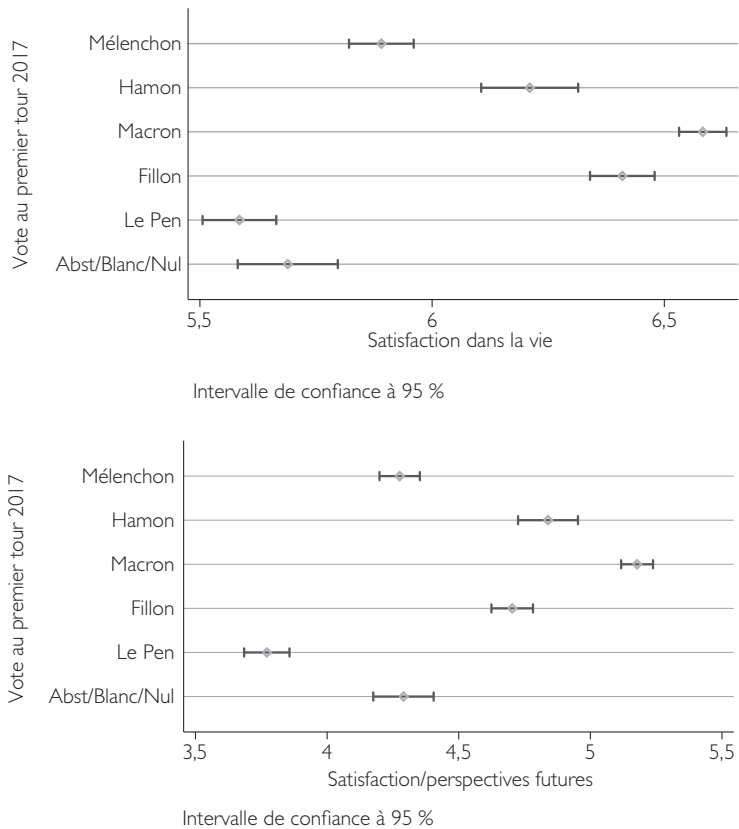


Figure 22 – Satisfaction dans la vie et perspectives futures selon le vote à l'élection présidentielle de 2017.

Source : Enquête électorale française 2017, Cevipof-Ipsos-Le Monde. Lecture : les enquêtés prévoyant de voter pour Marine Le Pen déclarent une satisfaction moyenne dans la vie de 5,6 sur une échelle de 1 à 10.

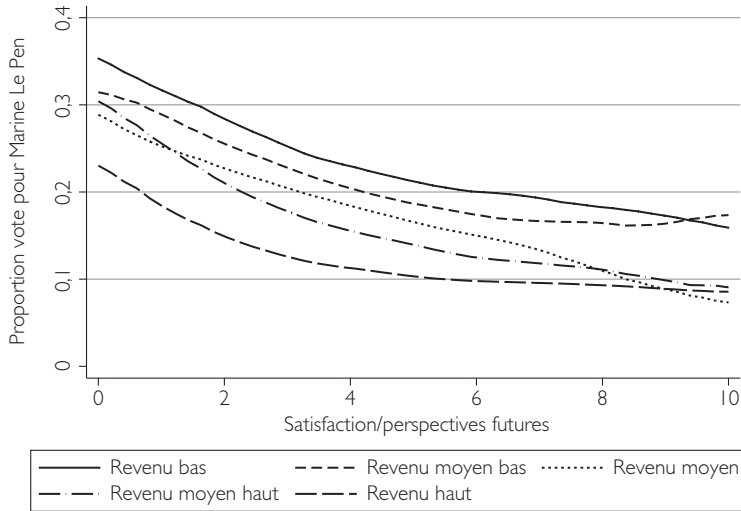


Figure 23 – Probabilité de voter Front national selon le niveau de revenu et de pessimisme.

Source : Enquête électorale française 2017, Cevipof-Ipsos-Le Monde. Lecture : les individus très pessimistes (0 sur l'échelle de 0 à 10) et à revenu moyen ont une probabilité de voter Front national de 40 %.

Parmi les Français les plus pessimistes, la probabilité de voter en faveur de Front national est très élevée, de l'ordre de 45 %, et ce quel que soit leur niveau de revenu. Plus généralement, que l'on dispose d'un revenu élevé ou faible, que l'on soit employé, chômeur ou retraité, que l'on soit ouvrier, employé ou cadre moyen, la probabilité de voter en faveur de Marine Le Pen est de même ordre de grandeur et augmente avec le niveau de pessimisme.

La relation entre mal-être et vote frontiste s'explique principalement par la crise des aspirations. Après dix ans de croissance en berne, l'électorat du Front national est celui qui a perdu espoir dans son avenir et dans celui

de ses enfants. On l'a vu, le pessimisme des Français se rattache principalement aux perspectives économiques du pays. La crise des aspirations gagne des électorats très divers, bien au-delà des classes populaires et des classes moyennes. Le vote Front national n'est plus celui des classes populaires, mais des classes malheureuses et pessimistes.

3. Présidentielle 2017 : un choc d'optimisme¹⁵ ?

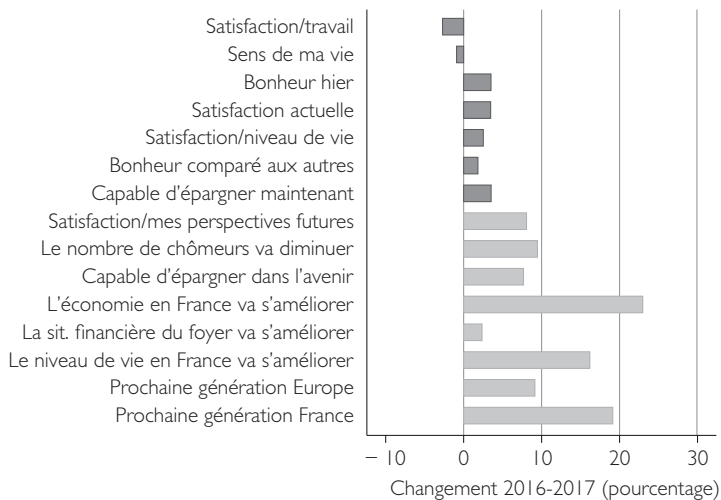
Le pessimisme des Français est-il un trait culturel irréversible ? Les enquêtes au long cours analysées ici le donnent à penser. Ce pessimisme concerne surtout l'économie et semble s'être cristallisé au fil des années. Contre cette inertie, un choc peut-il permettre de modifier les anticipations et les croyances négatives relatives au destin collectif des Français ? Un tel choc devrait être à la fois objectif, découlant de mesures de politique économique ou d'un changement de conjoncture, mais aussi subjectif, c'est-à-dire fondé sur un récit ouvrant des perspectives mobilisatrices.

Or, selon notre enquête jointe avec l'Insee, la confiance dans l'avenir de la France s'est considérablement améliorée entre les deux vagues d'enquête pré- et post-élection présidentielle, c'est-à-dire entre mars 2017 et juin 2017. La comparaison entre juin 2016 et juin 2017 conduit au même tableau. Les évolutions sont frappantes, tant par leur ampleur que par leur homogénéité. Si tous les Français ne voient pas la vie en rose, une grande partie du camp des pessimistes a basculé dans le camp des optimistes.

Les dimensions sur lesquelles l'optimisme a le plus progressé, au lendemain de l'élection présidentielle, sont relatives à l'avenir général de la France, qu'il s'agisse des perspectives économiques du pays ou plus généralement des prochaines générations en France (Figure 24). La part des Français qui imaginent un avenir meilleur pour les prochaines générations croît de 36 % à 48 %. La proportion des Français qui estiment que l'avenir économique de la France va s'améliorer passe de 20 % à 47 %. Même l'avenir de l'Europe, pourtant assombri au cours de l'année par le Brexit, semble plus prometteur. De façon remarquable, c'est surtout la vision du destin de la France et de son économie qui a changé : l'appréciation par les Français de leur situation et de leur avenir personnel a très peu évolué.

15. Mathieu Perona a beaucoup contribué à la rédaction de cette section.

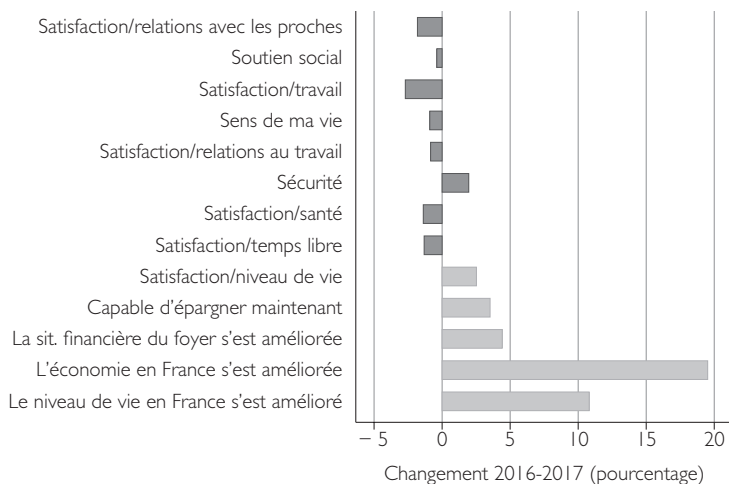
Dans une certaine mesure, ce choc d'optimisme atténue donc l'écart paradoxal entre l'optimisme des Français concernant leur situation personnelle et leur pessimisme relativement à l'avenir global du pays.



**Figure 24 – Évolutions entre juin 2016 et juin 2017.
Présent *versus* avenir.**

Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap. Les barres représentent l'évolution, entre juin 2016 et 2017, de la proportion pondérée de d'enquêtés déclarant une réponse très positive, en pourcentage.

C'est surtout l'appréciation des Français concernant l'évolution de la situation économique du pays qui s'améliore de manière significative (Figure 25). Dans ce domaine, on voit le camp des pessimistes basculer vers celui des optimistes. On compte également un tiers de pessimistes en moins concernant les perspectives de la prochaine génération en France (Figure 26).



**Figure 25 – Évolution entre juin 2016 et juin 2017.
Dimensions économiques *versus* non économiques.**

Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap. Les barres représentent l'évolution, entre juin 2016 et 2017, de la proportion pondérée d'enquêtés déclarant une réponse haute, en pourcentage.

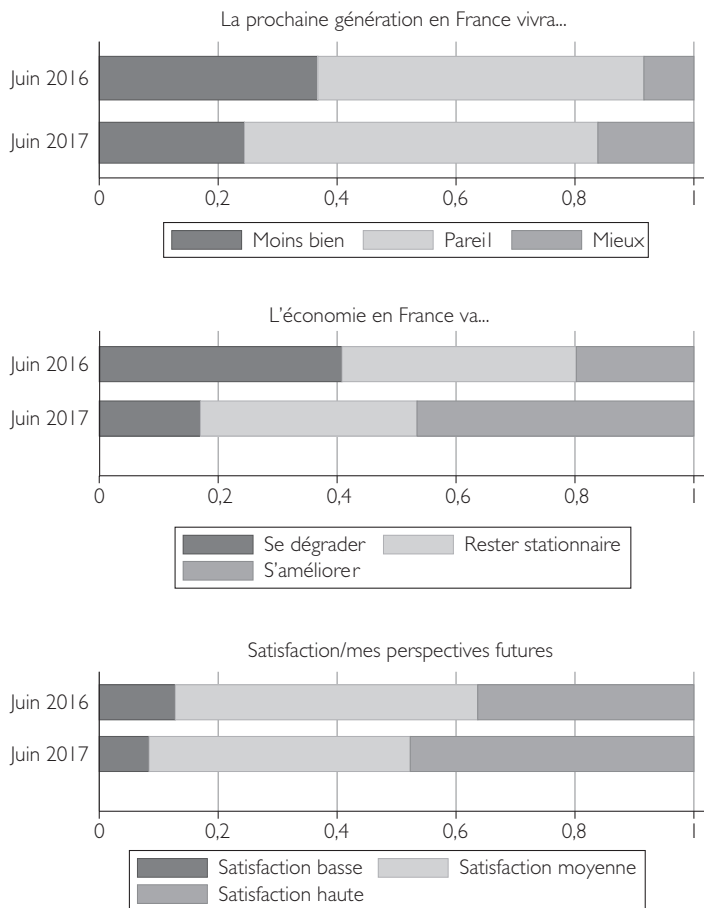


Figure 26 – Des optimistes plus nombreux, des pessimistes en fort recul.

Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap. Les données présentées ci-dessus proviennent de deux enquêtes réalisées en juin 2016 et juin 2017.

Fait remarquable, ce mouvement traverse toutes les classes de la société. Ni le niveau d'études ni le niveau de revenu ne font apparaître de différences dans cette dynamique positive (Figure 27). Certes, les individus les plus diplômés sont généralement plus optimistes que les autres, mais tous connaissent une évolution semblable de leur appréciation de l'avenir du pays. L'optimisme des Français disposant des revenus les moins élevés a même connu une plus forte augmentation que celui des plus riches. C'est donc bien un choc d'optimisme qui a emporté la France et gagné toutes les catégories de la population.

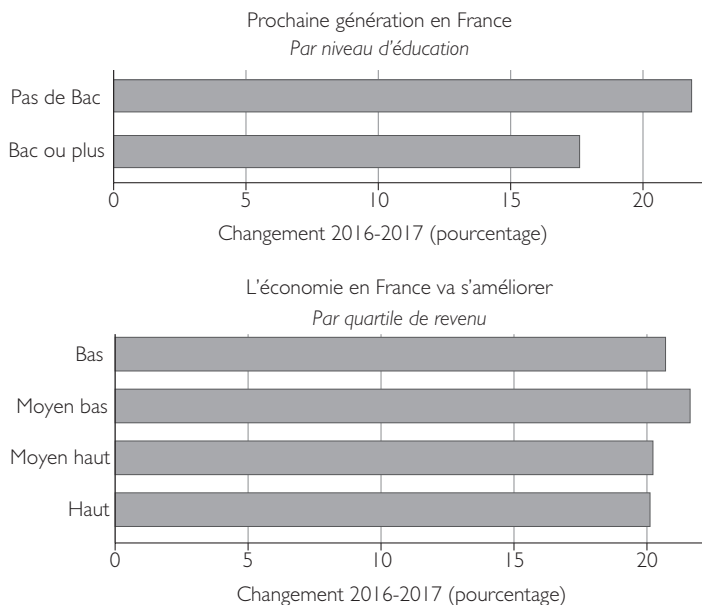


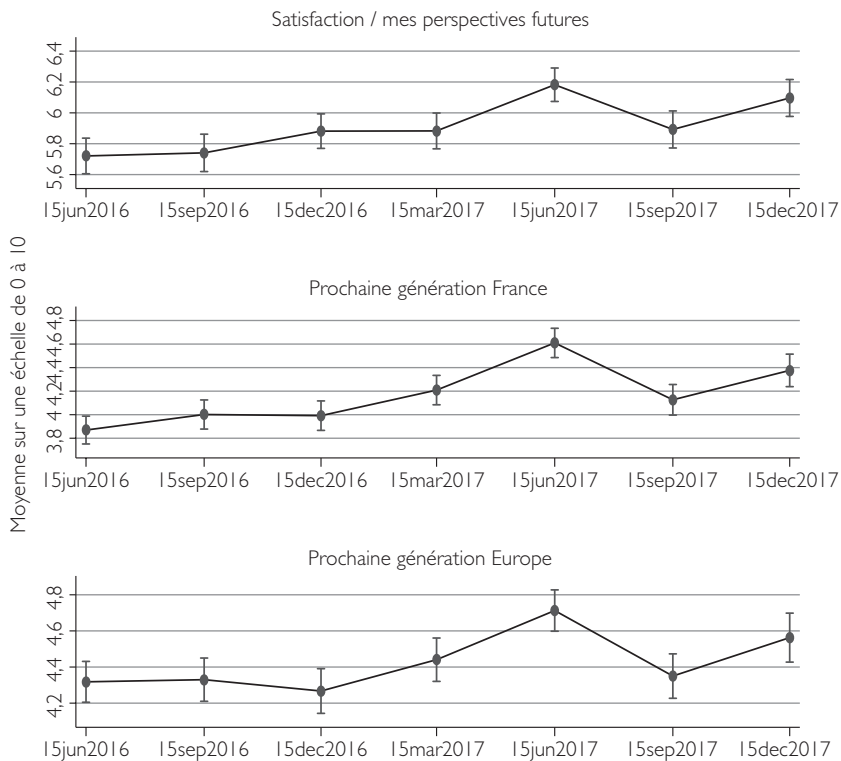
Figure 27 – Un mouvement qui traverse toutes les classes de la société.

Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap. Les données présentées ci-dessus proviennent de cinq enquêtes réalisées entre juin 2016 et juin 2017.

UN EFFET DURABLE AU-DELÀ DES ÉLECTIONS ?

C'est pendant la période des élections que l'optimisme a augmenté en France (Figures 28 et 29). Peut-on attribuer ce changement au projet du nouveau Président ? Il est évidemment difficile de départager les facteurs habituels qui rendent les Français plus confiants au lendemain d'une élection¹⁶, et ceux qui tiennent spécifiquement à la personnalité du nouvel élu. Autre explication possible : le moment de l'élection coïncide avec une embellie économique qui pourrait expliquer le changement d'attitude. Pourtant, toutes les catégories socioprofessionnelles n'ont pas été touchées de la même manière par la reprise économique, alors que toutes participent à la hausse de l'optimisme. En réalité, nous avons montré que le critère principal du vote en faveur d'Emmanuel Macron aux élections présidentielles était le niveau d'optimisme. Ce dernier rassemblait les électeurs qui se déclaraient optimistes sur l'avenir, quels que soient leur revenu, leur catégorie socioprofessionnelle ou leur lieu de résidence. C'est pourquoi la diminution de la part des plus pessimistes suggère que la promesse d'un avenir collectif meilleur a fonctionné, au moins le temps de l'élection et de ses lendemains immédiats.

16. L'Insee a mis en évidence, sur les données de longue période de l'enquête Camme, l'impact positif, mais de courte durée, des élections nationales – présidentielles et législatives – sur l'opinion des Français, notamment pour ce qui concerne le niveau de vie et le chômage futurs. Voir la Note de conjoncture de l'Insee de mars 2017.



**Figure 28 – Perspectives futures :
moi, la France et l’Europe.**

Source : Plateforme « Bien-être » de l’enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap. Les données présentées ci-dessus proviennent de six enquêtes réalisées entre juin 2016 et septembre 2017.

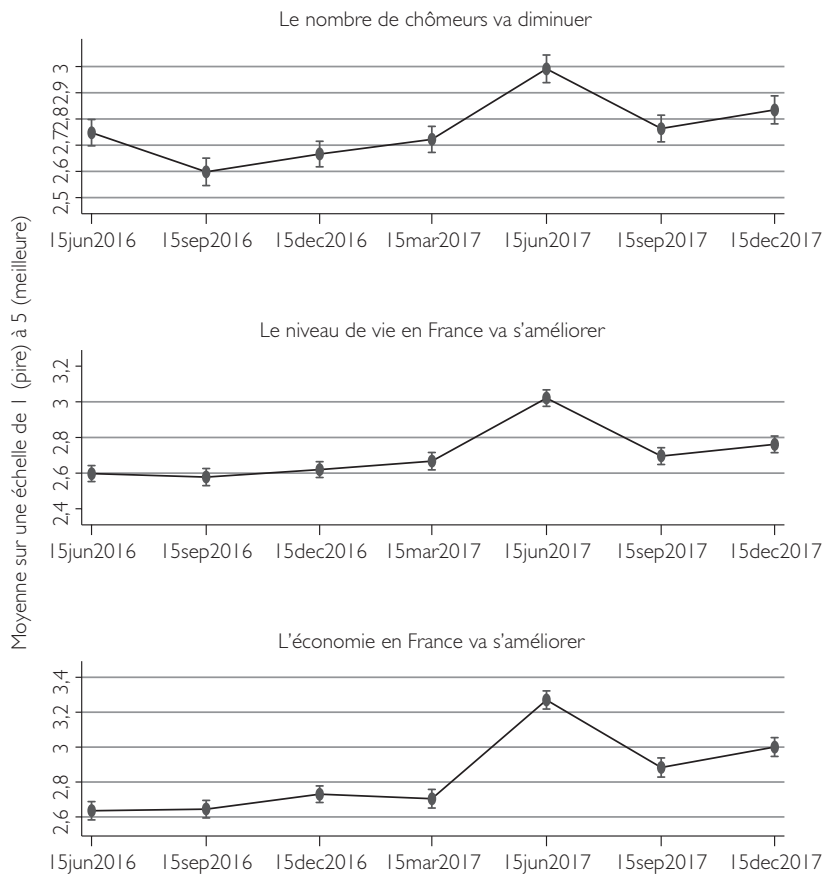


Figure 29 – Perspectives économiques de la France à un an.

Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap. Les données présentées ci-dessus proviennent de six enquêtes réalisées entre juin 2016 et septembre 2017.

Ce sursaut d'optimisme est-il durable ? Trois mois après l'élection, le bien-être et l'optimisme des Français retournent à leur tendance pré-électorale sans toutefois redescendre à leur niveau antérieur. L'enthousiasme qui entourait la période électorale, possiblement porté par les thèmes de campagne, s'est donc en partie essoufflé, mais à l'horizon d'un an, toutes ces attitudes restent orientées vers l'amélioration.

Au total, il est trop tôt pour déterminer ce que sera l'évolution à long terme de l'optimisme ou du pessimisme français. La leçon des dernières élections est toutefois digne d'intérêt : il est possible de restaurer la confiance et l'optimisme des Français.

Conclusion

Cette étude a mis en lumière la spécificité française en matière de bien-être subjectif. Elle a fait apparaître le niveau généralement faible de la satisfaction des Français par rapport aux autres Européens vivant dans des conditions similaires. Le pessimisme français a pu se nourrir de la moindre croissance de la France, en moyenne, depuis les années 1970, par rapport à nombre de ses voisins européens, sans parler des nouveaux concurrents de taille qui émergent dans un monde de plus en plus intégré. Cette perte de terrain est de nature à exercer des effets négatifs sur le moral des Français. C'est en effet surtout dans les domaines qui échappent à leur contrôle que les Français expriment la plus grande insatisfaction et inquiétude : économie, avenir collectif, institutions. Plus qu'ailleurs, les Français doutent de la capacité de leurs institutions politiques, économiques et sociales – école, entreprises et État – à les protéger contre les principaux risques en termes d'emploi, de logement, de santé etc. Les risques de la vie sont alors ressentis de façon beaucoup plus anxiogène.

Cependant, les domaines qui touchent davantage à la vie privée échappent à ce paradoxe du malheur français. Malheur public mais bonheur privé semblent caractériser le ressenti des Français, dissociation typique des situations où les individus perçoivent clairement la tendance négative qui affecte le groupe auquel ils appartiennent mais tentent d'échapper à la fatalité de ce mouvement. Dans ce cadre, le revenu individuel joue un rôle particulièrement important dans la mesure où il garantit la capacité des individus de se protéger contre les risques et de les amortir, le cas échéant. C'est pourquoi l'une des observations les plus étonnantes de ce bilan des enquêtes disponibles en France est le rôle majeur joué par l'argent dans la satisfaction des Français, plus que d'autres Européens.

Le mal-être des Français et leur défiance envers leurs institutions se traduisent enfin par un processus de polarisation politique, notamment avec la montée de l'extrême droite qui attire les plus insatisfaits et pessimistes ainsi que les plus démunis. Revenu et attitude à l'égard de l'avenir jouent

tous deux, mais de manière non confondue, sur les dispositions politiques et le vote des Français. Lors des dernières élections présidentielles, le critère principal du vote en faveur d'Emmanuel Macron ou de Marine Le Pen était le niveau d'optimisme. Il est donc important de savoir s'il est possible d'inverser le pessimisme à l'égard des perspectives économiques du pays qui caractérise les Français.

Notre enquête jointe avec l'Insee fournit un début de réponse à cette question. Même si l'état d'esprit des Français est si ancien qu'il finit par se confondre avec une attitude quasiment culturelle, il n'est pas pour autant irréversible. On observe ainsi un sursaut d'optimisme au mois de juin 2017 par rapport au même mois de l'année précédente et par rapport aux trimestres précédents. La confiance dans les perspectives de la France dans son ensemble s'améliore considérablement, portée notamment par une forte bascule des pessimistes vers le camp des optimistes. Même si cette hausse de la confiance a fait place, depuis lors, à un certain retour à la norme, sans pour autant redescendre au niveau de 2016, elle témoigne du fait qu'il est possible d'inverser la tendance des Français au pessimisme concernant l'avenir du pays.

Annexe

A.1 MESURER LE BONHEUR ?

Depuis une vingtaine d'années, l'économie s'intéresse au subjectif, c'est-à-dire à la manière dont les gens ressentent, perçoivent et évaluent leur bien-être. L'économie du bonheur analyse les réponses que les gens donnent eux-mêmes à des questions subjectives dans le cadre de grandes enquêtes nationales ou internationales. Les questions touchent toutes les dimensions de la vie : « Globalement, à quel point êtes-vous satisfait de votre vie ? », « Êtes-vous satisfait de votre situation financière, de votre vie de famille », etc. On interroge aussi les individus sur leur confiance dans les autres, dans les institutions, sur la qualité de leurs relations sociales.

Le projet de mesurer le bonheur, et de manière plus générale la perception subjective des citoyens, est né avec la remise en cause, dans les années 1970, du revenu national en tant qu'indicateur du bien-être. L'ambition de mesurer ce qui compte « vraiment » pour les citoyens a gagné une nouvelle vigueur dans les années 1990 avec la prise de conscience des problèmes environnementaux liés à la croissance. La montée des inégalités de revenus depuis les années 1980 a joué dans le même sens. L'économie du bonheur s'est donc en partie développée comme une réponse à la crise de légitimité de la croissance en tant qu'objectif de la politique publique. Ce champ de recherches a bénéficié de la disponibilité croissante de nouvelles enquêtes, nationales et internationales, telles que la *World Values Survey*, l'*European Social Survey* ou l'enquête de l'institut de sondage Gallup. On dispose aujourd'hui de séries temporelles qui remontent aux années 1970.

Initialement considéré avec suspicion, ce domaine de recherche a connu une croissance extrêmement rapide depuis les années 1990, jusqu'à devenir tout à fait légitime. Les mesures du bien-être subjectif sont aujourd'hui utilisées dans de nombreux domaines de l'économie. Elles ont même été

adoptées par la puissance publique. Le gouvernement britannique par exemple, dans le cadre du *UK Well-Being Programme* lancé en 2010, collecte chaque année des mesures de bien-être auprès de 200 000 ménages, et publie un tableau de bord comportant des indicateurs de bien-être plus qualitatifs que le PIB. Citons encore le *World Happiness Report*, publié régulièrement par l'université de Columbia depuis 2012.

En France, ce questionnement a donné lieu au rapport de la *Commission pour la mesure de la performance et du progrès social*, le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi, commandé par le Président Sarkozy en 2009. Ce rapport a relancé l'inclusion de questions de satisfaction subjective dans l'enquête européenne sur les conditions de vie (SILC), à laquelle la France participe.

L'Observatoire du bien-être du Cepremap, en association avec l'Insee, contribue depuis juin 2016 à cette production d'informations grâce à une enquête trimestrielle comportant une vingtaine de questions relative à la satisfaction des Français (voir *infra*).

A.2 ENQUÊTES UTILISÉES

Pour mener l'analyse nous utilisons des enquêtes de grande envergure conduites par différents instituts spécialisés. Une liste des questions utilisées dans ces analyses est disponible en ligne à l'adresse <http://www.ceprenap.fr/observatoire-bien-etre>.

Enquête trimestrielle Insee/Cepremap

L'enquête Camme est réalisée chaque mois par l'Insee. Depuis juin 2016 un ensemble de questions, dit « module Bien-être », a été ajouté à l'enquête Camme. Le questionnaire est administré trimestriellement (en mars, juin, septembre et décembre) à 2 000 ménages résidant en France métropolitaine et par téléphone. Les questions portent sur le niveau de satisfaction actuel et les perspectives futures, dans plusieurs dimensions de l'existence. Il s'agit de la source d'information la plus récente en matière de

bien-être en France : les vagues d'enquête disponibles à ce jour ont eu lieu en juin, septembre et décembre 2016.

Enquête « Conditions de vie et aspirations des Français » du Credoc

L'enquête « Conditions de vie et aspirations des Français » est réalisée par le Credoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) chaque année depuis janvier 1979 sur un échantillon de 2 000 personnes âgées d'au moins 18 ans, résidant en France métropolitaine. Les enquêtés sont interrogés en face à face sur plusieurs thématiques allant de « Habitat et logement » à « Discrimination et intégration » en passant par « Valeur » ou « Mode de vie ». Ces données présentent l'avantage d'être suivies dans le temps, ce qui permet de tracer l'évolution de l'opinion des Français au cours des dernières décennies sur des questions bien précises.

Enquête « Statistiques sur les ressources et les conditions de vie » de l'Insee

Le dispositif SRCV (« Statistiques sur les ressources et les conditions de vie ») est une enquête menée par l'Insee. Il correspond à la partie française de l'enquête communautaire EU-SILC (European Union Statistics on Income and Living Conditions) qui a fait suite en 2004 à l'ancien Panel européen (European Community Households Panel, ECHP). Cette enquête est réalisée chaque année par l'Insee sur un échantillon d'environ 12 000 ménages français parmi lesquels environ 10 000 ont déjà été enquêtés l'année précédente. Depuis 2010 l'enquête contient des questions qui permettent de mesurer le bien-être subjectif. Les modules de base concernant la situation financière, les revenus et les conditions de vie des ménages sont présents dans l'enquête depuis 2004. Les modules concernant les rapports sociaux (familiaux et professionnels) sont inclus depuis 2008. L'enquête SRCV a pour avantage d'être effectuée sur un vaste échantillon, ce qui permet une analyse statistique robuste que l'on peut ventiler par sous-catégories de la population.

Enquête EU-SILC (European Union – Statistics on Income and Living Conditions)

L'enquête EU-SILC est le fruit d'un accord conclu entre six pays membres de l'Union européenne (Belgique, Danemark, Grèce, Irlande, Luxembourg et Autriche) et la Norvège. Il s'agit d'un instrument permettant de constituer une base statistique au niveau européen sur les conditions de vie en Europe. Depuis 2004, elle est menée chaque année dans quinze pays membres, et depuis 2007 dans les vingt-sept pays de l'Union européenne. Les échantillons varient en fonction des pays, avec environ 15 000 individus enquêtés par pays. La collecte des données EU-SILC est coordonnée par Eurostat sur la base des données recueillies au niveau national (SRCV en France). EU-SILC a pour principal avantage de permettre des comparaisons entre les pays européens sur la base de grands échantillons. Cette étude est fondée sur les données d'Eurostat, Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie de 2013.

Enquête sociale européenne (European Social Survey : ESS)

L'enquête ESS est née d'une initiative de la Fondation européenne des sciences (European Science Foundation). Elle mesure les attitudes, opinions et modes de comportement des populations de plus de trente pays principalement en Europe mais comprend aussi des pays comme la Russie et Israël. La collecte des données est organisée depuis 2001 tous les deux ans sur un échantillon d'environ 2 000 individus. ESS contient des modules de questions sur le bien-être subjectif et la confiance.

Gallup World Poll

Les données sont collectées par l'entreprise privée Gallup dans plus de cent soixante pays dans le monde, chaque année depuis 2005, au moyen d'entretiens en face à face ou par téléphone. Les sujets abordés dans ces questionnaires sont très divers : confiance, satisfaction, accès à la nourriture,

corruption, religion, etc. Gallup est la seule enquête suivant un aussi grand nombre de pays à une fréquence annuelle et comportant des questions relatives au bien-être subjectif.

A.3 NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Dans plusieurs graphiques en histogramme, comme la Figure 10, les barres représentent les coefficients associés à certaines caractéristiques individuelles dans l'estimation des variables de bien-être ou de confiance. Ces coefficients sont obtenus par des régressions séparées sur chaque pays, utilisant la base des données EU-SILC, après standardisation des variables dépendantes et indépendantes de manière à permettre la comparaison des coefficients. Les variables indépendantes de contrôle sont les suivantes : sexe, âge, enfants, revenu du ménage, statut d'emploi, statut marital, statut d'immigration, éducation et rapport urbain/rural. On compare ainsi l'association entre une grandeur (le revenu par exemple) et le bien-être selon les pays.

Liste des figures

Figure 1 – Contribution des pays de résidence au bonheur et à la satisfaction de vie (par rapport au Portugal, pays de référence)	16
Figure 2 – Niveau de bonheur et PIB par habitant.	17
Figure 3 – L'avenir est plus sombre que le présent.	18
Figure 4 – Perspectives personnelles et collectives.	19
Figure 5 – Une insatisfaction particulière dans le domaine économique.	20
Figure 6 – Une tendance à la dégradation du bien-être depuis 2006	21
Figure 7 – Nostalgie par catégorie d'âge	22
Figure 8 – Proportion de personnes déclarant vouloir vivre à l'époque présente ou dans une époque future.	23
Figure 9 – Évolution de la satisfaction et de la confiance vis-à-vis des institutions	26
Figure 10 – Le revenu est plus important pour la satisfaction de vie en France que dans d'autres pays.	30
Figure 11 – Le revenu est plus important pour les conditions de vie en France que dans d'autres pays.	31
Figure 12 – Satisfaction des Français selon leur niveau de revenu	32
Figure 13 – Satisfaction des Français selon leur niveau de revenu	34
Figure 14 – Confiance dans les autres et dans les institutions en fonction du niveau de vie	35
Figure 15 – Les écarts par niveau de diplôme.	37
Figure 16 – Avec la crise, le fossé se creuse entre les diplômés du supérieur et les autres.	38
Figure 17 – Pourcentage moyen d'individus se déclarant très insatisfaits de leur vie par orientation politique en France (1973-2016)	42

Figure 18 – Évolution de la répartition des préférences politiques en France entre 2005-2009 et 2010-2016	43
Figure 19 – Satisfaction dans la vie selon l'orientation politique : 2000-2008 <i>versus</i> 2009-2016	45
Figure 20 – Part d'individus anticipant que les douze prochains mois seront pires en termes de.....	47
Figure 21 – Répartition de la satisfaction dans la vie par orientation politique en France (2009-2016)	48
Figure 22 – Satisfaction dans la vie et perspectives futures selon le vote à l'élection présidentielle de 2017	50
Figure 23 – Probabilité de voter Front national selon le niveau de revenu et de pessimisme	51
Figure 24 – Évolutions entre juin 2016 et juin 2017. Présent <i>versus</i> avenir .	54
Figure 25 – Évolution entre juin 2016 et juin 2017. Dimensions économiques <i>versus</i> non économiques	55
Figure 26 – Des optimistes plus nombreux, des pessimistes en fort recul .	56
Figure 27 – Un mouvement qui traverse toutes les classes de la société ..	57
Figure 28 – Perspectives futures : moi, la France et l'Europe	59
Figure 29 – Perspectives économiques de la France à un an	60

Bibliographie

- ALGAN, Yann et CAHUC, Pierre, « Trust, growth and happiness : New evidence and policy implications », in Philippe Aghion et Steven Durlauf (éd.), *Handbook of Economic Growth*, vol. 2A, Amsterdam, North Holland, 2013.
- et ZYLBERBERG, André, *La Fabrique de la défiance : comment en sortir*, Paris, Le Livre de Poche, 2013.
- ARZHEIMER, Kai, « Contextual factors and the extreme right vote in Western Europe, 1980–2002 », *American Journal of Political Science*, 53, 2, 2009, p. 259-275.
- BANFIELD, Edward C., *The Moral Basis of a Backward Society*, New York, Free Press, 1958.
- BENVENISTE, Annie, et PINGAUD, Étienne, « Far-Right movements in France : The principal role of Front national and the rise of islamophobia », in Gabriella Lazaridis, Giovanna Campani, Annie Benveniste et Michael Shmith, (éd.), *The Rise of the Far Right in Europe*, Basingstoke, Palgrave Macmillan UK, 2016.
- COLEMAN, James S., *Foundations of Social Theory*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1990.
- FLAVIN, Patrick, et PACEK, Alexander C., « Life satisfaction and political preferences : An international analysis », Working Paper, 2014.
- FRANCE STRATÉGIE, *Lignes de faille. Une société à réunifier*, Paris, Rapport 2016.
- GALLAND, Olivier, « La confiance dans les autres », in Pierre Bréchon (éd.), *Les Valeurs des Français*, Paris, Armand Colin, 2008.
- GETHIN, Amory et JEMMAMA, Thanasak, « Du mal-être au vote extrême », *Observatoire du bien-être du Cepremap*, 8, septembre 2017.
- GOLDER, Matt, « Explaining variation in the success of extreme right parties in Western Europe », *Comparative Political Studies*, 36, 4, 2003, p. 432-466.
- HELLIWELL, John, « Well-being and social capital : Does suicide pose a puzzle ? », *Social Indicators Research*, 81, 2007, p. 455-496.
- et WANG, Shun, « Trust and well-being », *NBER Working Paper*, 15911, 2010.

LASCOURNES, Pierre, *Une démocratie corrompible*, Paris, Le Seuil, 2010.

PUTNAM, Bob, *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon & Schuster, 2000.

SENIK, Claudia, « Why are the French so unhappy ? The cultural dimension of happiness », *Journal of Economic Behavior and Organization*, 106, 2014, p. 379-401.

—, *L'Économie du Bonheur*, Paris, Le Seuil, 2014.

ORGANIGRAMME DU CEPREMAP

Président : Benoît Cœuré

Directeur : Daniel Cohen

Directrice adjointe : Claudia Senik

MACROÉCONOMIE

Observatoire macroéconomie

François Langot

Jean-Olivier Hairault

Thomas Brand

(directeur exécutif)

*Politique macroéconomique
en économie ouverte*

Jean Imbs

Philippe Martin

Gilles Saint-Paul

BIEN-ÊTRE, EMPLOI ET POLITIQUES PUBLIQUES

Observatoire bien-être

Yann Algan

Andrew Clark

Claudia Senik

Mathieu Perona

(directeur exécutif)

Travail et emploi

Luc Behaghel

Philippe Askenazy

Dominique Meurs

Économie publique et redistribution

Maya Bacache-Beauvallet

Antoine Bozio

Brigitte Dormont

MONDIALISATION, DÉVELOPPEMENT ET ENVIRONNEMENT

Mondialisation

Miren Lafourcade

Développement

Sylvie Lambert

Environnement

Katheline Schubert

Groupe Inde-Chine

Guilhem Cassan

Maelys de la Rupelle

Clément Imbert

Oliver Vanden Eynde

Thomas Vendryes

DANS LA MÊME COLLECTION

La Lancinante Réforme de l'assurance maladie, par Pierre-Yves Geoffard, 2006, 48 pages.

La Flexicurité danoise. Quels enseignements pour la France ?, par Robert Boyer, 2007, 3^e tirage, 54 pages.

La Mondialisation est-elle un facteur de paix ?, par Philippe Martin, Thierry Mayer et Mathias Thoenig, 2006, 2^e tirage, 56 pages.

L'Afrique des inégalités : où conduit l'histoire, par Denis Cogneau, 2007, 64 pages.

Électricité : faut-il désespérer du marché ?, par David Spector, 2007, 2^e tirage, 56 pages.

Une jeunesse difficile. Portrait économique et social de la jeunesse française, par Daniel Cohen (éd.), 2007, 238 pages.

Les Soldes de la loi Raffarin. Le contrôle du grand commerce alimentaire, par Philippe Askenazy et Katia Weidenfeld, 2007, 60 pages.

La Réforme du système des retraites : à qui les sacrifices ?, par Jean-Pierre Laffargue, 2007, 52 pages.

Les Pôles de compétitivité. Que peut-on en attendre ?, par Gilles Duranton, Philippe Martin, Thierry Mayer et Florian Mayneris, 2008, 2^e tirage, 84 pages.

Le Travail des enfants. Quelles politiques pour quels résultats ?, par Christelle Dumas et Sylvie Lambert, 2008, 82 pages.

Pour une retraite choisie. L'emploi des seniors, par Jean-Olivier Hairault, François Langot et Theptida Sopraseduth, 2008, 72 pages.

La Loi Galland sur les relations commerciales. Jusqu'où la réformer ?, par Marie-Laure Allain, Claire Chambolle et Thibaud Vergé, 2008, 74 pages.

Pour un nouveau système de retraite. Des comptes individuels de cotisations financés par répartition, par Antoine Bozio et Thomas Piketty, 2008, 2^e tirage, 100 pages.

Les Dépenses de santé. Une augmentation salubre ?, par Brigitte Dormont, 80 pages, 2009.

De l'euphorie à la panique. Penser la crise financière, par André Orléan, 2009, 3^e tirage, 112 pages.

Bas salaires et qualité de l'emploi : l'exception française ?, par Ève Caroli et Jérôme Gautié (éd.), 2009, 510 pages.

Pour la taxe carbone. La politique économique face à la menace climatique, par Katheline Schubert, 2009, 92 pages.

Le Prix unique du livre à l'heure du numérique, par Mathieu Perona et Jérôme Pouyet, 2010, 92 pages.

Pour une politique climatique globale. Blocages et ouvertures, par Roger Guesnerie, 2010, 96 pages.

Comment faut-il payer les patrons ?, par Frédéric Palomino, 2011, 74 pages.

Portrait des musiciens à l'heure du numérique, par Maya Bacache-Beauvallet, Marc Bourreau et François Moreau, 2011, 94 pages.

L'Épargnant dans un monde en crise. Ce qui a changé, par Luc Arrondel et André Masson, 2011, 112 pages.

Handicap et dépendance. Dramas humains, enjeux politiques, par Florence Weber, 2011, 76 pages.

Les Banques centrales dans la tempête. Pour un nouveau mandat de stabilité financière, par Xavier Ragot, 2012, 80 pages.

L'Économie politique du néolibéralisme. Le cas de la France et de l'Italie, par Bruno Amable, Elvire Guillaud et Stefano Palombarini, 2012, 164 pages.

Faut-il abolir le cumul des mandats ?, par Laurent Bach, 2012, 126 pages.

Pour l'emploi des seniors. Assurance chômage et licenciements, par Jean-Olivier Hairault, 2012, 78 pages.

L'État-providence en Europe. Performance et dumping social, par Mathieu Lefebvre et Pierre Pestieau, 80 pages, 2012.

Obésité. Santé publique et populisme alimentaire, par Fabrice Étilé, 2013, 124 pages.

La Discrimination à l'embauche sur le marché du travail français, par Nicolas Jacquemet et Anthony Edo, 2013, 78 pages.

Travailler pour être aidé ? L'emploi garanti en Inde, par Clément Imbert, 2013, 74 pages

Hommes/Femmes. Une impossible égalité professionnelle ?, par Dominique Meurs, 2014, 106 pages.

Le Fédéralisme en Russie ? Les leçons de l'expérience internationale, par Ekaterina Zhuravskaya, 2014, 68 pages.

Bien ou mal payés ? Les travailleurs du public et du privé jugent leurs salaires, par Christian Baudelot, Damien Cartron, Jérôme Gautié, Olivier Godechot, Michel Gollac et Claudia Senik, 2014, 232 pages.

La Caste dans l'Inde en développement. Entre tradition et modernité, par Guilhem Cassan, 2015, 72 pages.

Libéralisation, innovation et croissance. Faut-il les associer ?, par Bruno Amable et Ivan Ledezma, 2015, 122 pages.

Les Allocations logement. Comment les réformer ?, par Antoine Bozio, Gabrielle Fack et Julien Grenet (dir.), 2015, 98 pages.

Avoir un enfant plus tard. Enjeux sociodémographiques du report des naissances, par Hippolyte d'Albis, Angela Greulich et Grégory Ponthière, 2015, 128 pages.

La Société de défiance. Comment le modèle social français s'autodétruit, par Yann Algan et Pierre Cahuc, 2016, 2^e édition, 110 pages.

Leçons de l'expérience japonaise. Vers une autre politique économique ?, par Sébastien Lechevalier et Brieuc Monfort, 2016, 228 pages.

Filles + sciences = une équation insoluble ? Enquêtes sur les classes préparatoires scientifiques, par Marianne Blanchard, Sophie Orange et Arnaud Pierrel, 2016, 152 pages.

Qualité de l'emploi et productivité, par Philippe Askenazy et Christine Erhel, 2017, 104 pages.

En finir avec les ghettos urbains ? Retour sur l'expérience des zones franches urbaines, par Miren Lafourcade et Florian Mayneris, 2017, 136 pages.

Repenser l'immigration en France, par Hillel Papoport, 2018, 102 pages.

Mise en pages
TyPAO sarl
75011 Paris

Imprimerie Maury
N° d'impression : *****
Dépôt légal : avril 2018